



LUNDI 4 MAI 2020

« L'EFFONDREMENT? Nous y sommes. »

\$ ÉCONOMIE \$

- ▶ L'effondrement est inévitable : Nous ne pouvons pas sauver une économie fragile avec des renflouements qui augmentent la fragilité (Charles Hugh Smith) p.3
- ▶ Pourquoi les actifs vont s'effondrer (Charles Hugh Smith) p.7
- ▶ L'impression monétaire ne fonctionnera pas cette fois ! Vous ne pouvez pas résoudre un problème d'endettement avec plus de dettes !! p.11
- ▶ Le ralentissement imminent de l'économie américaine, placeront bientôt les États-Unis dans la même catégorie que des pays comme l'Italie p.12
- ▶ Environ un cinquième de tous les emplois aux États-Unis ont déjà disparu, et cette dépression économique ne dure que depuis six semaines (Michael Snyder) p.13
- ▶ Tous les modèles de coronavirus étaient erronés (Michael Snyder) p.16
- ▶ Les coûts invisibles des blocages forcés par le gouvernement p.19
- ▶ La Réserve fédérale a coupé l'argent largué par hélicoptères de Wall Street. QE en baisse de 86% par rapport à la semaine de pointe de mars (Wolf Richter) p.22
- ▶ Vers un défaut partiel ou total sur la dette américaine détenue par la Chine ? p.29
- ▶ Scotiabank annonce l'arrêt de ses activités de négoce de métaux précieux p.30
- ▶ BlackRock, un champion à suivre de près (François Leclerc) p.31
- ▶ Enfin, ce que la Fed peut et ne peut pas imprimer a de l'importance (John Rubino) p.33
- ▶ La gestion de la crise cache mal une espèce de coup d'Etat de l'oligarchie... LHK p.35
- ▶ Les PIB européens décrochent, le PIB français plonge, la consommation s'effondre... (Philippe Béchade) p.39
- ▶ États-Unis : la barre des 30 millions de demandeurs d'emplois est franchie (Philippe Béchade) p.40
- ▶ Deux piliers économiques américains se fissurent : consommation et revenus des ménages (Philippe Béchade) p.41
- ▶ Le vrai courage (Brian Maher) p.41

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>



RESET MONDIAL: la DETTE on annule tout et on recommence ?.... Thami Kabbaj vous donne son avis dans cette vidéo.

Publié le 3 mai 2020 à 22:06:55 / 2 commentaires / 406 vues

La dette publique a littéralement explosé dans les pays du monde entier. Certains pays sont en cessation de paiement ou font défaut tout simplement comme l'Argentine... Lire la suite



Le ralentissement imminent de l'économie américaine, placeront bientôt les États-Unis dans la même catégorie que des pays comme l'Italie

Publié le 1 mai 2020 à 08:00:21 / 4 commentaires / 997 vues

Trump qui, en temps normal, se situe aux antipodes du socialisme, applique néanmoins la TMM à l'économie américaine en continuant à dépenser de

l'argent... Lire la suite

Un système brisé: un commerçant avertit "La Fed a tout empoisonné"



... autant que la Fed empoisonne tout, cette crise révèle un problème plus vaste: *le système est complètement cassé, il ne peut pas se maintenir sans les interventions toujours plus monumentales de la Fed ...*

1 MAI 2020 06:40 19847 81



À New York, « nous n'avons plus les moyens de payer le loyer »



Coronavirus : la fin d'une décennie de croissance aux États-Unis

Les États-Unis connaissent la plus forte chute de leur PIB trimestriel depuis 2008 et elle est plus forte que prévu par certains analystes. 13

✚ Gérard Araud – Donald Trump, l'eau de javel et la démocratie



Actualités

La Russie suspend l'exportation de son blé jusqu'au 1er juillet



Actualités

É.-U.: La dégringolade économique s'annonce vertigineuse



Actualités

La moitié des Américains licenciés gagnera plus au chômage



États-Unis : le coronavirus a tué plus d'Américains que la guerre du Vietnam

Avec 2 207 décès supplémentaires en 24 heures, le bilan journalier dans le pays, le plus touché au monde, est reparti à la hausse mardi. 🇺🇸 28



La fausse monnaie crée de fausses valorisations

Publié le 1 mai 2020 à 10:00:01 / 0 commentaire / 721 vues

Comment peut-on croire que les valorisations que nous observons aujourd'hui sont réelles ? Bezos et sa femme pèsent 150 milliards \$ et Amazon a une capitalisation... Lire la suite



L'impression monétaire ne fonctionnera pas cette fois ! Vous ne pouvez pas résoudre un problème d'endettement avec plus de dettes !!

Publié le 1 mai 2020 à 06:00:55 / 6 commentaires / 591 vues

Les banques centrales du monde entier ont créé la plus grande bulle de l'histoire. Quand cette bulle éclatera, ils n'auront aucun outil pour sauver le

monde. Ils... Lire la suite



Coronavirus: Vidés de leurs clients, les hôtels de luxe font grise mine...

Publié le 30 avril 2020 à 17:00:06 / 0 commentaire / 668 vues

Le tourisme, secteur phare de l'économie française, est impacté comme jamais par la crise sanitaire du Covid-19. Vidés de leurs clients, les hôtels de luxe font... Lire la suite

L'effondrement est inévitable : Nous ne pouvons pas sauver une économie fragile avec des renflouements qui augmentent la fragilité

Charles Hugh Smith Vendredi 01 mai 2020

En renflouant les sources de la fragilité systémique avec des billions de dollars, la Fed a transféré le risque sur l'ensemble du système financier et sur la monnaie nationale.

La fragilité de l'économie mondiale est douloureusement évidente pour tous. Ce qui est moins évident, c'est que les plans de sauvetage destinés à "sauver" l'économie fragile augmentent activement sa fragilité, mettant en place un effondrement inévitable de tout le système précaire.

Les systèmes qui sont fortement centralisés, c'est-à-dire qui dépendent d'une poignée de nœuds qui sont chacun des points de défaillance, sont intrinsèquement fragiles et susceptibles de s'effondrer. En d'autres termes, les systèmes dans lesquels tous les nœuds critiques sont étroitement liés sont sujets à des cascades de défaillances

en forme de dominos, car tout point de défaillance perturbe rapidement tous les autres nœuds critiques qui lui sont liés.

Notre économie est une économie dans laquelle le capital, la richesse, le pouvoir et le contrôle sont concentrés dans quelques nœuds du réseau/écosystème que nous appelons "l'économie". Une poignée d'entreprises possède la grande majorité des médias, une poignée de banques contrôle la plupart des prêts et des capitaux, une poignée de chaînes d'hôpitaux, de sociétés pharmaceutiques et d'assureurs contrôlent les soins de santé, etc.

Le contrôle des technologies numériques est encore plus concentré, dans des monopoles virtuels : Google pour la recherche et Youtube, etc. et Facebook / Instagram et Twitter pour les médias sociaux, Microsoft et Apple pour les systèmes d'exploitation et les services dérivés du système d'exploitation, etc.

La grande majorité des participants à l'économie sont étroitement liés à ces nœuds concentrés de capital et de pouvoir, et ces dépendances hiérarchiques descendantes génèrent la fragilité.

Lorsqu'une variabilité et une volatilité d'une ampleur inattendue se produisent, la perturbation de quelques nœuds fait s'écrouler le système tout entier. Ainsi, la perturbation du sous-système des prêts hypothécaires à risque - une partie relativement petite de l'ensemble du marché hypothécaire et une petite partie du système financier mondial - a presque fait s'écrouler l'ensemble du système financier mondial en 2008 parce que le système de financement des ménages est un système étroitement lié de concentrations centralisées de capital, de pouvoir et de contrôle.

Actuellement, nous constatons la fragilité d'un système de production de viande qui a concentré la propriété et la production du conditionnement de la viande dans un nombre relativement restreint de nœuds dont toute la chaîne d'approvisionnement alimentaire est totalement dépendante.

Quelle est donc la solution au statu quo lorsque ce système intrinsèquement fragile s'effondre ? Augmenter sa fragilité en renflouant les nœuds dominants les plus étroitement liés. C'est ce que fait le monopole de la création de monnaie, la Réserve fédérale, sur une vaste échelle.

Plutôt que de réduire la fragilité du système, la Réserve fédérale l'augmente, garantissant ainsi l'effondrement non seulement du système financier mais aussi de la monnaie.

Pour mieux comprendre la fragilité du système, nous nous tournons vers la description des systèmes antifragile de Nassim Taleb. Pour ceux qui n'ont pas lu le livre de Taleb Antifragile : Things That Gain from Disorder, voici une définition partielle : Nassim Taleb : A Definition of Antifragile and its Implications (Nassim Taleb : une définition de l'antifragile et de ses implications) :

"Certaines choses profitent des chocs ; elles se développent et s'épanouissent lorsqu'elles sont exposées à la volatilité, au hasard, au désordre et aux facteurs de stress et aiment l'aventure, le risque et l'incertitude. Pourtant, malgré l'omniprésence du phénomène, il n'y a pas de mot pour désigner l'exact opposé de fragile. Appelons-le antifragile. L'antifragile est au-delà de la résilience ou de la robustesse. Le résilient résiste aux chocs et reste le même ; l'antifragile s'améliore. Cette propriété est à l'origine de tout ce qui a changé avec le temps : évolution, culture, idées, révolutions, systèmes politiques, innovation technologique, succès culturel et économique, survie des entreprises, bonnes recettes, essor des villes, cultures, systèmes juridiques, forêts équatoriales, résistance bactérienne... et même notre propre existence en tant qu'espèce sur cette planète.

Et nous pouvons presque toujours détecter l'antifragilité (et la fragilité) en utilisant un simple test d'asymétrie : tout ce qui a plus d'avantages que d'inconvénients par rapport à des événements aléatoires (ou certains chocs) est antifragile ; l'inverse est fragile.

Nous avons fragilisé l'économie, notre santé, la vie politique, l'éducation, presque tout... en supprimant le caractère aléatoire et la volatilité. Une grande partie de notre monde moderne et structuré nous a fait du tort avec des politiques et des mécanismes descendants (surnommés les "délires de Harvard" dans le livre) qui font précisément cela : une insulte à l'antifragilité des systèmes. C'est la tragédie de la modernité : comme pour les parents surprotecteurs, ce sont souvent ceux qui essaient de nous aider qui nous font le plus de mal.

Étant donné l'impossibilité d'atteindre une robustesse parfaite, nous avons besoin d'un mécanisme par lequel le système se régénère continuellement en utilisant, plutôt qu'en souffrant, des événements aléatoires, des chocs imprévisibles, des facteurs de stress et de la volatilité".

Notre système financier progresse-t-il par le biais de chocs imprévus, d'une volatilité extrême, d'inconnues et d'une variabilité incessante ? Vous plaisantez, n'est-ce pas ? La moindre perturbation dans un nœud quelconque amène le système au bord de l'effondrement. La pièce n°1 est le point de perturbation de l'automne dernier dans l'obscur nœud financier connu sous le nom de marché des pensions de titres. Cette partie relativement modeste du système financier a failli déclencher un krach boursier, et le monopole de la création de monnaie, la Fed, a immédiatement imprimé des centaines de milliards de dollars pour renflouer chaque acteur du marché des pensions, tout cela en coulisses, bien sûr, de peur que l'extrême fragilité de l'ensemble de l'appareil spéculatif surendetté ne devienne visible.

Rendre un système incroyablement fragile en renflouant chaque nœud de concentration de capital, de pouvoir et de contrôle garantit l'effondrement de toute la structure pourrie. Comme je l'ai souvent souligné ici, on ne peut pas faire disparaître le risque, on ne peut que le déplacer. En renflouant les sources de la fragilité systémique avec des billions de dollars, la Fed a transféré le risque à l'ensemble du système financier et à la monnaie nationale.

En termes simples : le seul résultat possible des renflouements de la Fed est l'effondrement complet de l'ensemble du système financier, y compris de la monnaie que la Fed crée avec un tel abandon.

\$SPX S&P 500 Large Cap Index: INDXX

© StockCharts.com

12-Feb-2020 12:47 pm

Open 3235.66 High 3377.83 Low 3235.66 Last 3377.21 Volume 14.8B Chg +151.69 (+4.70%) ▲

\$SPX (Monthly) 3377.21



notes by charles hugh smith www.oftwominds.com February 16 2020

History of Asset Bubbles Past 40 Years

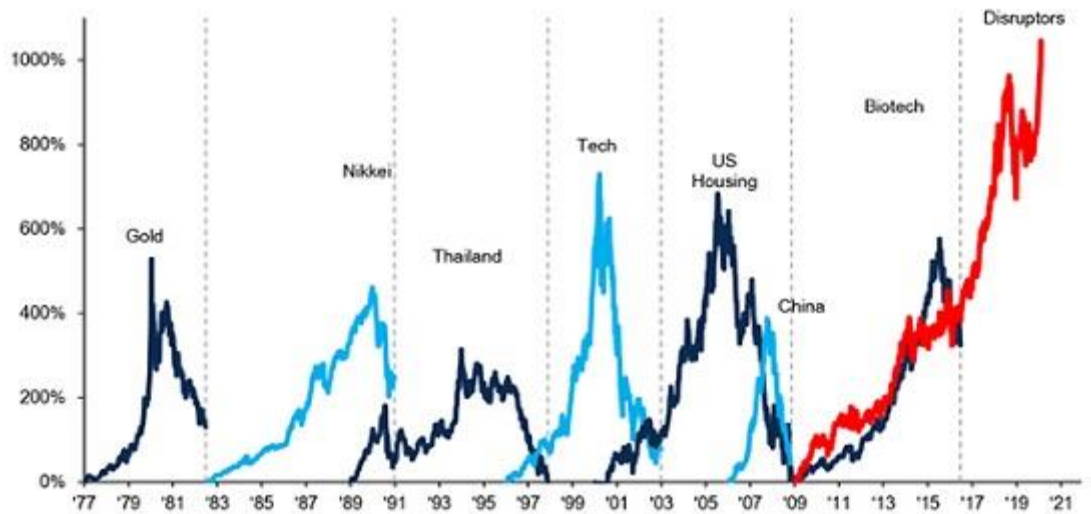
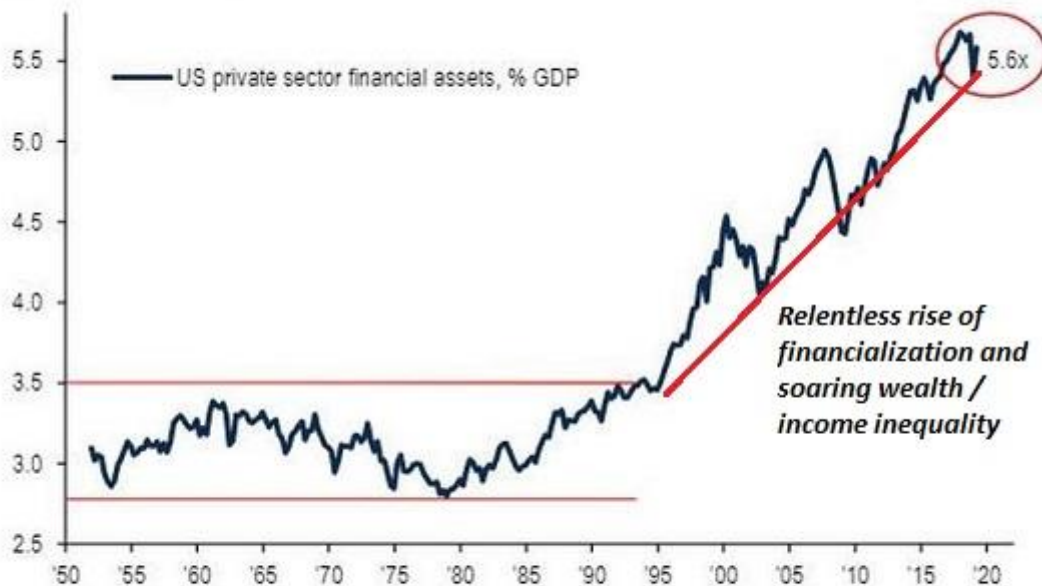


Chart 6: US financial assets now 5.6 times GDP



Source: BofA Merrill Lynch Global Investment Strategy, Federal Reserve

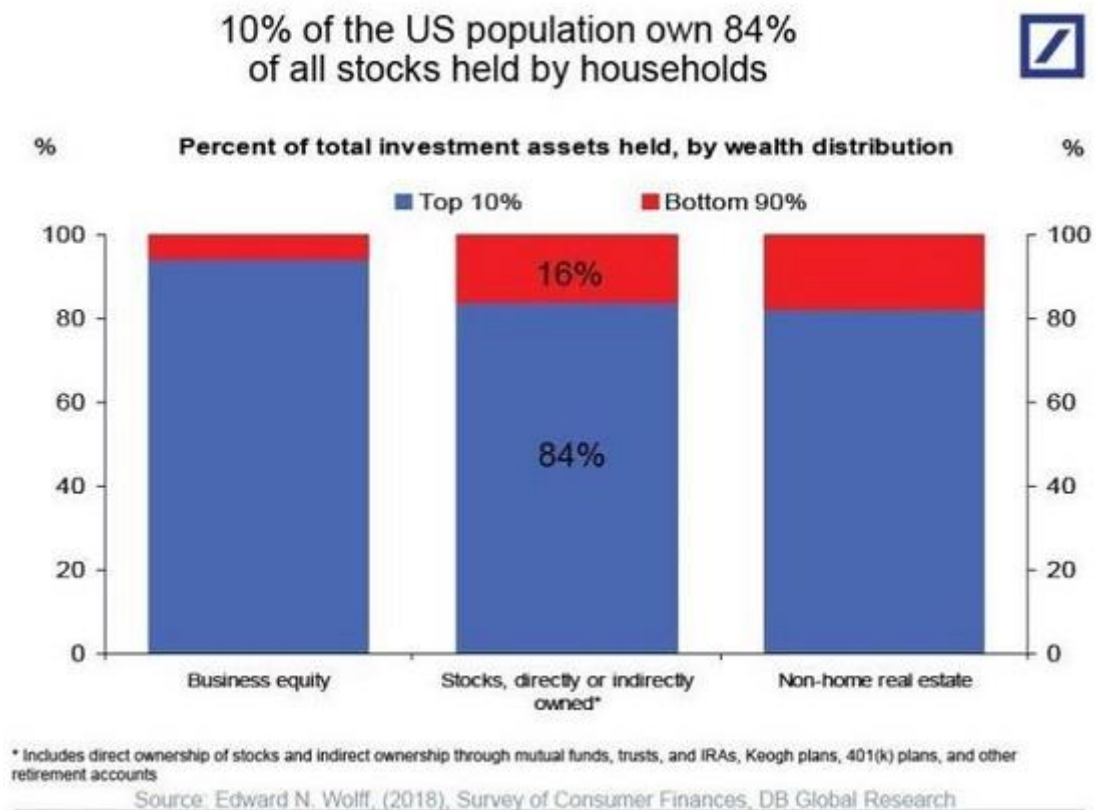
note added by CHS www.oftwominds.com January 2020

Pourquoi les actifs vont s'effondrer

Charles Hugh Smith Dimanche 3 mai 2020

C'est ainsi que des bateaux qui valaient autrefois des dizaines de milliers de dollars sont mis à la dérive par des propriétaires qui n'ont plus les moyens de payer les droits de sortie.

La concentration croissante de la propriété des richesses/actifs dans les 10 % supérieurs a une conséquence sous-estimée : lorsque seuls les 10 % supérieurs peuvent se permettre d'acheter des actifs, cela déclenche un remboursement presque karmique du rétrécissement de la propriété, c'est-à-dire une montée en flèche de la richesse et de l'inégalité des revenus : l'effondrement des actifs.

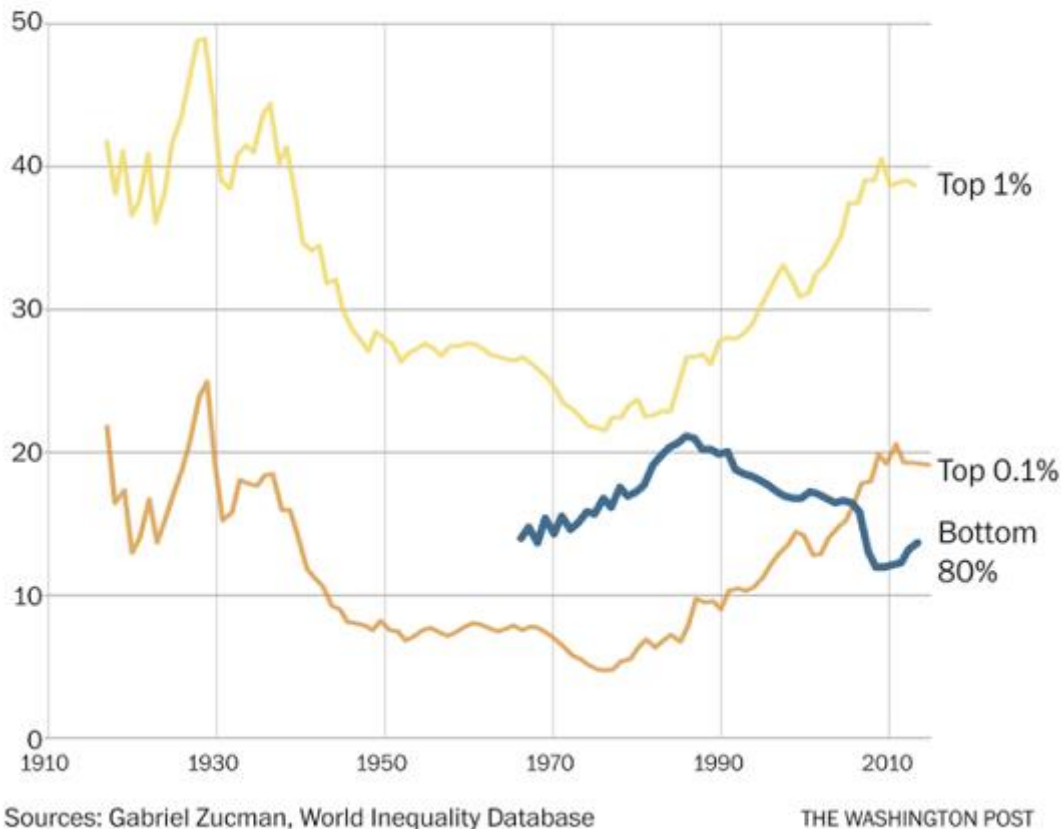


La plupart d'entre vous savent que les 90 % inférieurs ne possèdent que très peu de choses en dehors de leur travail (négociable uniquement en cas de plein emploi) et de modestes montants de capitaux propres qui sont très vulnérables à un effondrement de la bulle immobilière. (On peut dire la même chose de la classe moyenne chinoise, mais en plus grand nombre, car 75 % de la richesse des ménages chinois se trouve dans l'immobilier, soit plus du double du pourcentage de la richesse détenue dans le logement des ménages américains).

Comme l'illustre le graphique, les 10 % les plus riches détiennent 84 % de toutes les actions, plus de 90 % de toutes les actions d'entreprises et plus de 80 % de tout l'immobilier non résidentiel. La concentration de la propriété d'actifs tels que les voitures anciennes, les objets de collection, les œuvres d'art, les bateaux de plaisance et les résidences secondaires dans les 10 % supérieurs est probablement encore plus importante. Plus l'actif est cher, plus la concentration de la propriété est importante, car les 5 % les plus riches possèdent environ 2/3 de toute la richesse, le 1 % le plus riche possède 40 % et le 0,1 % le plus riche possède 20 %. En d'autres termes, plus l'actif est cher, plus la propriété est restreinte. (Le nombre total de ménages américains est d'environ 128 millions, donc les 5 % les plus riches possèdent environ 6 millions de ménages et les 1 % les plus riches possèdent 1,2 million de ménages).

The top 0.1% now own more than the bottom 80%

Share of American wealth owned by the top 1%, the top 0.1%, and the bottom 80% of American adults



Cela signifie que le bassin d'acheteurs potentiels est relativement restreint, même si nous incluons les propriétaires de richesses mondiales.

Comme le prix est fixé à la marge et que les actifs comme les maisons sont illiquides, nous pouvons anticiper tous les marchés des actifs appartenant uniquement aux riches pour faire des offres (yachts, objets de collection, immobilier de vacances), car le groupe d'acheteurs est petit, et si ce groupe devient prudent en raison d'une baisse de la valeur nette/des revenus non gagnés, il n'y aura pas d'acheteurs sauf à la marge, avec des remises incroyables.

Comme nous le savons, dans un quartier de 100 maisons actuellement évaluées à un million de dollars chacune, lorsqu'un vendeur désespéré accepte 500 000 dollars, la valeur des 99 autres maisons tombe immédiatement à 500 000 dollars.

Comme peu d'évaluations d'actifs de l'ère de la bulle sont soutenues par des revenus réels, le prix de vente se résume alors à un très petit nombre d'acheteurs potentiels et à ce qu'ils sont prêts à payer.

Les maisons ont une valeur basée sur le loyer, bien sûr, mais les loyers vont chuter très rapidement pour la même raison : les prix sont fixés à la marge. Les propriétaires les plus désespérés vont baisser les loyers et relancer le marché de la location à partir des marges. Si la demande s'effondre (ce qui se produira car les gens ne pourront plus payer les loyers sur les marchés urbains chauds une fois qu'ils auront perdu leur emploi), alors

le nombre de logements vacants augmentera en flèche et les loyers s'effondreront car quelques propriétaires désespérés prendront 1200 \$ par mois au lieu de 2500 \$.

En raison du boom pluriannuel de la construction de bâtiments multifamiliaux sur les marchés de l'emploi en vogue (qui entraîne inévitablement une offre excédentaire une fois le boom terminé), il y a maintenant des centaines d'offres d'emploi là où il n'y en avait que quelques dizaines, et des milliers là où il n'y en avait que des centaines auparavant.

Comme des millions de serveurs, barmans, etc. qui ont gagné de l'argent grâce aux pourboires trouvent que leur emploi a disparu, tous les points chauds des villes connaîtront une émigration massive : Seattle, Portland, la région de la baie de S.F., L.A., NYC, Denver, etc. car la demande de location va s'évaporer et les loyers seront fixés en marge par les propriétaires les plus désespérés. Tous ceux qui s'accrocheront au loyer de l'époque de la précédente bulle n'auront aucun revenu car leurs logements seront vacants.

Les start-ups technologiques et les licornes fondent comme des glaçons dans la Vallée de la Mort, et les licenciements dans le secteur technologique se comptent déjà par dizaines de milliers. Cette vague de techniciens hautement rémunérés qui perdent leur emploi va se transformer en tsunami, réduisant encore davantage le bassin de personnes qui peuvent se permettre des loyers de 2 500 à 3 000 dollars pour un studio ou un appartement d'une chambre).

La concentration de la propriété génère un effet d'auto-renforcement qui fait encore baisser les prix : puisque les 10 % les plus importants détiennent la plupart des actifs de la nation, ils sont les plus enclins à un renversement de "l'effet de richesse". Avec la montée en flèche de leurs actifs, les 10 % les plus importants se sentent plus riches et plus confiants dans leurs gains futurs, ce qui leur permet d'emprunter et de dépenser librement pour acheter une résidence secondaire, un bateau de plaisance, un nouveau véhicule, des objets de collection, des voyages de luxe, etc.

Lorsque la valeur d'une seule catégorie d'actifs chute, par exemple lors de la récente baisse du marché boursier, l'effet de richesse s'inverse et les 10 % les plus riches se sentent plus pauvres et moins confiants dans leurs gains futurs, et donc moins enthousiastes à l'idée d'emprunter et de dépenser. La demande d'autres actifs coûteux s'évapore rapidement, réduisant encore la richesse de la "classe de propriété", ce qui réduit encore leur désir et leur capacité d'acheter des actifs de l'époque des bulles.

Les actifs à prix élevé détenus par les 10 % les plus importants seront les actifs les moins demandés en raison de leur coût élevé et de leur potentiel de pertes énormes : rien ne perd plus de valeur plus rapidement en période de récession que les actifs détenus au sens strict tels que les voitures de collection, les œuvres d'art, les résidences de vacances, les yachts, etc.

Une fois que les actifs commencent à perdre de la valeur, l'effet de richesse inverse assèche rapidement la demande pour toutes les catégories d'actifs à propriété restreinte. Comme ces actifs sont illiquides, c'est-à-dire que le marché est étroit et que les acheteurs sont peu nombreux, les prix sont fixés par un groupe très restreint d'acheteurs et de vendeurs désespérés.

Prenons l'exemple d'un bateau de plaisance qui se vend au détail neuf pour 120 000 dollars. En cette période de boom des stocks et des logements, un bateau d'occasion peut rapporter 65 000 dollars. Mais à mesure que s'évapore la richesse du petit groupe de ménages capables d'acheter et d'entretenir une embarcation coûteuse, le nombre d'acheteurs qualifiés s'évapore également.

Le vendeur peut être horrifié par une offre de 35 000 dollars et la rejeter avec colère. Six mois plus tard, il prie pour que quelqu'un lui enlève 15 000 dollars et, dans six mois, il accepte 500 dollars juste pour se libérer des frais d'assurance, de location et de licence.

C'est ainsi que des bateaux qui valaient autrefois des dizaines de milliers de dollars sont mis à la dérive par des propriétaires qui n'ont plus les moyens de payer les frais de slip, et que des résidences de vacances sont abandonnées et vendues aux enchères pour cause d'arriérés d'impôts fonciers : le marché de ces luxes s'assèche et s'envole, c'est-à-dire qu'il se met aux enchères - il n'y a plus d'acheteurs à aucun prix.

Une fois que la valeur des logements et des biens immobiliers aura chuté, cela entraînera une baisse de la valeur de tous les autres actifs coûteux et détenus de façon étroite, ce qui renforcera l'effet de richesse inverse.

C'est la contrepartie systémique de la concentration de la propriété des actifs dans les mains de quelques-uns : lorsque la valeur des actifs évalués à l'époque de la bulle s'effondre, le fond tombe de tous les actifs à propriété restreinte. Le prix des actifs superflus tels que les bateaux, les voitures de collection, les objets d'art et les maisons de vacances peut rapidement chuter à une fraction des évaluations de l'époque de la bulle, détruisant ainsi une grande partie de ce qui a toujours été du capital fictif.

(Pour en savoir plus sur la fragilité intrinsèque d'un système qui concentre la propriété dans les mains de quelques-uns, veuillez lire Notre effondrement inévitable : Nous ne pouvons pas sauver une économie fragile avec des renflouements qui augmentent la fragilité 1er mai 2020).

La Réserve fédérale estime qu'elle peut "sauver" les évaluations des obligations de pacotille de l'époque des bulles en étant "l'acheteur de dernier recours", mais elle finira par être "le seul acheteur", ce qui rendra le système encore plus fragile et plus susceptible de s'effondrer.

Le public devra finalement décider si la banque centrale du pays doit renflouer les actifs appartenant à l'élite financière pendant que la classe moyenne supérieure voit la valeur de ses actifs s'effondrer.

L'impression monétaire ne fonctionnera pas cette fois ! Vous ne pouvez pas résoudre un problème d'endettement avec plus de dettes !!

Source: or.fr et BusinessBourse.com Le 01 Mai 2020



Les banques centrales du monde entier ont créé la plus grande bulle de l'histoire. Quand cette bulle éclatera, ils n'auront aucun outil pour sauver le monde. Ils essaieront la seule chose qu'ils connaissent : l'impression monétaire illimitée et la réduction des taux. Mais ils seront surpris de constater que cette fois-ci, cela n'aura aucun effet. Vous ne pouvez pas résoudre un problème d'endettement avec plus de dettes.

La Fed et les autres banques centrales en sont conscientes. C'est pourquoi la Fed pourrait tenter de dévaluer considérablement le dollar, disons de 90%, pour l'adosser à l'or, voir au pétrole. Cela donnerait à l'or une valeur d'environ 14 000 \$. Ils pourraient le faire avec des droits de tirage spéciaux ou un nouveau Cryptodollar. Ils essaieront de faire croire au marché que la nouvelle monnaie est la solution au problème de la dette américaine.

Mais l'effet d'une telle remise à zéro serait de courte durée. Premièrement, la Chine et la Russie ne l'accepteraient pas et demanderaient également aux États-Unis de prouver qu'ils détiennent réellement 8 000 tonnes d'or physique. Comme ils n'ont probablement qu'une fraction de cet or sous forme physique, les marchés financiers seront pris de panique. Le nouveau Cryptodollar s'effondrerait, déclenchant une hyperinflation. L'or et l'argent monteraient en flèche, créant la panique sur le marché des métaux précieux car il serait impossible de se procurer des stocks physiques, et ce à n'importe quel prix.

Nous assisterons au début de la plus grande crise financière de l'histoire. Comme je l'ai souligné à maintes reprises, un krach monétaire et un effondrement de la dette sont garantis. Ce n'est qu'une question de temps.

Le ralentissement imminent de l'économie américaine, placeront bientôt les États-Unis dans la même catégorie que des pays comme l'Italie

Source: or.fr et BusinessBourse.com Le 01 Mai 2020



Trump qui, en temps normal, se situe aux antipodes du socialisme, applique néanmoins la TMM à l'économie américaine en continuant à dépenser de l'argent qu'il n'a pas. Ses réductions d'impôts et ses dépenses excessives, combinées au ralentissement imminent de l'économie américaine, placeront bientôt les États-Unis dans la même catégorie que des pays comme l'Italie. On qualifie cette catégorie de « cas désespéré », le défaut de paiement y étant inévitable.

Mais contrairement à l'Italie, les États-Unis peuvent imprimer leur propre monnaie et ils continuent de le faire à un rythme de plus en plus soutenu. Le graphique ci-dessous montre la seule façon dont le gouvernement américain sait faire croître le PIB. Nous devons cependant nous rappeler que l'impression de quantités illimitées d'argent sans valeur entraîne une dépréciation totale de la monnaie, ce qui est une autre forme de défaut.

De 1970 à 2008, il fallait 0,77 \$ de dette pour produire 1 \$ de PIB. De 2008 à 2019, il a fallu 4 \$ de dette pour

produire 1 \$ de PIB. En d'autres termes, les États-Unis tournent à sec.

THE MORE MONEY THEORY



Environ un cinquième de tous les emplois aux États-Unis ont déjà disparu, et cette dépression économique ne dure que depuis six semaines

par Michael Snyder le 30 avril 2020



Dans toute l'histoire des États-Unis, nous n'avons jamais rien vu de tel. Je suis assis à mon bureau depuis un certain temps à la recherche des mots appropriés pour exprimer la gravité de ce à quoi nous sommes confrontés, et pour être honnête, cela a été une véritable lutte. Jeudi, nous avons appris que 3,8 millions d'Américains supplémentaires ont déposé la semaine dernière une première demande d'allocations de chômage. C'est beaucoup plus que ce que de nombreux experts avaient prévu, car à l'heure actuelle, l'augmentation initiale du chômage causée par le blocage des coronavirus devrait avoir commencé à s'estomper quelque peu. Mais au lieu de cela, le tsunami des pertes d'emplois continue de se poursuivre et, à ce jour, 30,3 millions d'Américains ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage au cours des six dernières semaines. Ce qui suit est tiré d'ABC News...

Environ 30,3 millions de personnes ont demandé une aide au chômage depuis que l'épidémie de coronavirus a commencé il y a six semaines, forçant des millions d'employeurs à fermer leurs portes et à réduire leurs effectifs. Cela représente plus de personnes que les zones métropolitaines de New York et Chicago réunies, et c'est de loin la pire série de licenciements jamais enregistrée.

Selon des chiffres qui proviennent directement de la Réserve fédérale, plus de 152 millions d'Américains travaillaient en février, ce qui est un record absolu.

Ainsi, la perte de 30,3 millions d'emplois en six semaines signifie que près d'un cinquième de tous les emplois aux États-Unis ont officiellement disparu en un mois et demi seulement.

Et en fait, les choses sont encore pires que cela, car des millions d'Américains n'ont toujours pas pu déposer de demande d'indemnisation parce que les sites web des États sur le chômage sont surchargés. Il suffit de consulter ces chiffres vraiment alarmants de l'Institut de politique économique...

L'Institut de politique économique a constaté que pour dix personnes qui ont déclaré avoir déposé avec succès une demande de chômage au cours des quatre semaines précédentes, trois à quatre autres ont tenté de déposer une demande mais n'ont pas pu passer par le système pour le faire.

Deux autres personnes n'ont même pas pris la peine d'essayer parce que cela leur semblait trop difficile.

Les sites web des États sur le chômage n'ont jamais été conçus pour faire face à ce genre d'assaut. Pour certains chômeurs américains, tenter d'obtenir les prestations qui leur ont été promises peut être une expérience extrêmement frustrante...

Marci Oberst s'est assise devant son ordinateur mardi et a entrepris ce qui est devenu un rituel quotidien - essayer de se connecter au site web du ministère du travail du Maryland afin de pouvoir prolonger son assurance chômage.

À 9h30, elle était numéro 88 000 dans la file, selon le site web du travail de l'État.

Le numéro 88 000 dans la file d'attente ?

Comment cela est-il possible ?

Malheureusement, c'est à cela que ressemble un effondrement économique, et les mois à venir vont être extrêmement douloureux.

Il va sans dire que l'activité économique s'est pratiquement arrêtée pendant ces fermetures, et cela commence vraiment à se voir dans les chiffres. Par exemple, Edmunds prévoit que les ventes d'automobiles aux États-Unis seront en baisse de plus de la moitié par rapport à avril dernier...

Les experts en achat de voitures d'Edmunds affirment qu'avril sera un mois de baisse record pour l'industrie automobile en raison de la pandémie de coronavirus (COVID-19), prévoyant que 633 260 nouvelles voitures et camions seront vendus aux États-Unis pour un taux annuel corrigé des variations saisonnières (SAAR) estimé à 7,7 millions. Ce chiffre reflète une baisse de 52,5 % des ventes à partir d'avril 2019, et une baisse de 36,6 % à partir de mars 2020. Les analystes d'Edmunds notent qu'il s'agit du mois le plus faible en termes de volume des

ventes, qui remonte au moins à 1990 ; le deuxième mois le plus mauvais pour les ventes au cours des 30 dernières années a été janvier 2009, avec 655 000 véhicules vendus.

Et les grands distributeurs font faillite si rapidement qu'il est difficile de suivre tout le carnage.

La dernière grande victime en date à faire les gros titres est J. Crew...

L'entreprise de vêtements J. Crew se prépare à un dépôt de bilan qui pourrait survenir dès ce week-end, disent à CNBC des personnes connaissant bien le dossier.

L'entreprise privée J. Crew travaille à l'obtention d'un financement de 400 millions de dollars pour financer ses activités en cas de faillite, ont déclaré les personnes qui ont demandé l'anonymat car les informations sont confidentielles. Ils ont averti que le calendrier pourrait encore déraiser et que les plans ne sont pas encore finalisés.

COVID-19 a créé un environnement de grande peur, et comme je le préviens depuis très longtemps, les institutions financières resserrent le flux de crédit dans un tel environnement.

Nous avons vu cela se produire lors de la dernière crise financière, et cela commence à se reproduire maintenant.

Partout en Amérique, nous constatons un durcissement considérable des conditions de prêt, et Wall Fargo vient d'annoncer qu'elle ne prendra plus du tout en charge les demandes de HELOC...

Wells Fargo, l'un des plus grands prêteurs immobiliers aux États-Unis, se retire du marché des lignes de crédit sur la valeur nette des maisons en raison de l'incertitude liée à la pandémie de coronavirus.

Selon une source, la banque a informé son personnel chargé des prêts hypothécaires de la nouvelle jeudi lors d'une conférence téléphonique, et le déménagement a été confirmé par le porte-parole de la société, Tom Goyda.

J'ai été absolument stupéfait quand j'ai lu cela pour la première fois.

Notre système tout entier dépend du crédit facile, et ces conditions changeantes vont créer un certain chaos dans un avenir proche. Les Américains vont constater qu'il est beaucoup, beaucoup plus difficile d'être approuvé pour les prêts immobiliers, les prêts automobiles et les cartes de crédit, et cela va fortement déprimer l'activité économique.

La peur affecte aussi profondément les consommateurs américains, et pour l'instant ils accumulent de l'argent à un rythme que nous n'avions pas vu depuis les années 1980...

Les Américains sont tellement nerveux face à l'état de l'économie qu'ils mettent de côté des liquidités à la banque à un rythme jamais vu depuis la première année de la présidence de Ronald Reagan.

Le Bureau d'analyse économique du gouvernement américain a indiqué jeudi matin que le taux d'épargne a grimpé à 13,1 % en mars - contre 8 % en février.

Mais bien sûr, il y a des dizaines de millions d'Américains qui ont déjà épuisé leurs économies et qui ne peuvent pas thésauriser parce qu'ils n'en ont plus.

Selon un tout nouveau sondage, beaucoup de ces Américains se trouvent maintenant dans l'incapacité de "payer leur loyer, leur hypothèque ou leurs factures de services publics"...

Le séisme du coronavirus qui a frappé l'économie américaine ébranle les finances publiques. Environ 41 % des adultes en âge de travailler déclarent que leur famille a subi une perte d'emploi, une diminution des heures de travail ou d'autres baisses de revenus liées à l'emploi au cours des dernières semaines, selon une nouvelle analyse de l'Urban Institute.

Ce qui souligne la montée en flèche de la détresse financière dans tout le pays : Plus de 4 Américains sur 10 dont le travail a été affecté par la pandémie ont déclaré qu'ils n'étaient pas en mesure de payer leur loyer, leur hypothèque ou leurs factures de services publics, qu'ils avaient renoncé à des soins médicaux ou qu'ils risquaient de souffrir de la faim.

La peur de COVID-19 s'est avérée être l'"événement du cygne noir" qui a fait éclater notre bulle économique alimentée par la dette, mais cette dépression économique ne s'arrêterait pas même si la pandémie de coronavirus disparaissait soudainement demain.

Maintenant que les dominos économiques s'effondrent, tout l'élan économique nous emmène dans une seule direction, et personne ne pourra inverser ce processus maintenant qu'il a commencé.

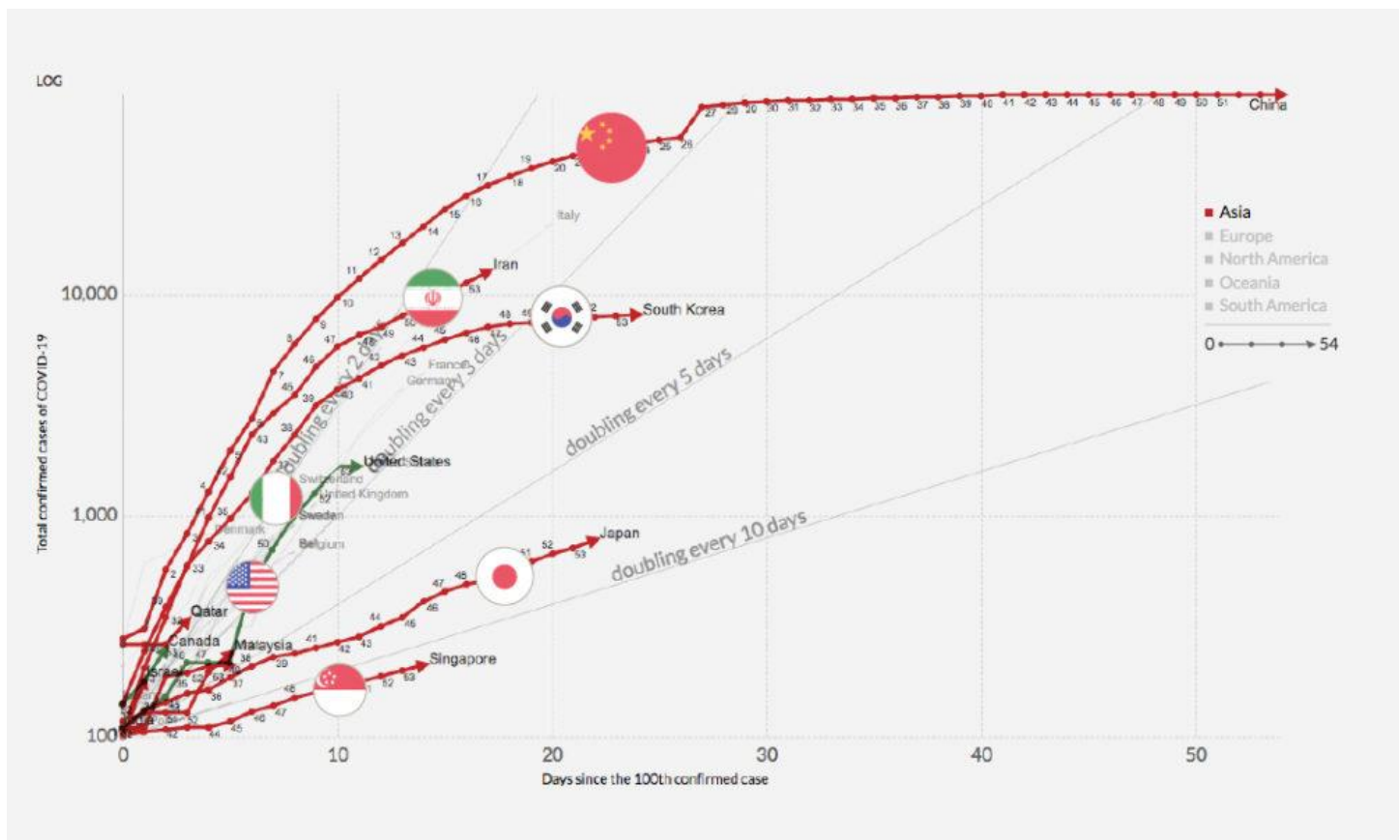
La semaine prochaine, quelques millions de chômeurs américains supplémentaires viendront probablement s'ajouter à notre total en croissance rapide, et ce n'est qu'une question de temps avant que de "grands troubles civils" n'éclatent.

Notre économie alimentée par la dette et notre système financier à la Ponzi n'allaient jamais être viables à long terme, et nombreux sont ceux qui, depuis des années, nous mettent en garde contre ce genre de scénario.

Aujourd'hui, il est là, et j'aimerais pouvoir vous dire que tout va bien se passer et que nos dirigeants vont pouvoir recoller les morceaux de notre économie en ruine, mais je ne le peux pas.

Tous les modèles de coronavirus étaient erronés

par Michael Snyder le 29 avril 2020



Comment est-il possible que tous les modèles de coronavirus aient pu se tromper à ce point sur ce qui allait se passer ? Très tôt dans cette pandémie, certains modèles qui prédisaient des millions de décès ont provoqué une panique générale. En fait, une projection réalisée par des chercheurs de l'Imperial College de Londres avertissait que 40 millions de personnes pourraient mourir de COVID-19 rien que cette année. Il est évident que cette estimation était totalement fautive et il est devenu évident que cette pandémie n'est pas un scénario de "fin du monde". Mais à l'autre extrême, de nombreux modèles prévoyaient un nombre de décès relativement faible, et il a été prouvé que ces modèles étaient également complètement erronés.

Par exemple, le Los Angeles Times vient de publier un article sur le fait qu'un certain nombre de modèles avaient prévu que les États-Unis n'atteindraient pas 60 000 décès avant la "fin de l'été"...

Le bilan de COVID-19 a atteint près de 60.200 morts aux États-Unis mercredi, et les cas confirmés ont dépassé le million, selon l'Université Johns Hopkins. Certains modèles avaient laissé entendre que les États-Unis n'atteindraient pas ce jalon avant la fin de l'été.

Eh bien, nous venons de dépasser ce chiffre et nous nous dirigeons rapidement vers 70.000 décès.

Au cours de la période de 24 heures qui vient de se terminer, 2 390 autres Américains sont morts de la COVID-19, et le nombre de décès quotidiens risque d'augmenter à mesure que certains États tenteront de "rouvrir" dans les semaines à venir.

Mais un modèle de premier plan sur lequel l'administration Trump s'appuie très fortement avait prévu qu'il n'y aurait pas un seul décès américain dû au coronavirus après le 21 juin...

Un modèle influent cité par la Maison Blanche prédit que les décès dus aux coronavirus s'arrêteront cet été, avec une prévision de zéro décès aux États-Unis après le 21 juin.

Pas une seule personne ne mourra au cours du mois et demi suivant, selon le modèle, qui fait des prévisions jusqu'en août.

Il est évident que certains responsables américains doivent s'opposer fermement à ce genre de projection, car le Wall Street Journal rapporte que le gouvernement fédéral vient de commander 100 000 sacs mortuaires supplémentaires...

Le gouvernement fédéral a commandé 100 000 nouveaux sacs mortuaires Covid-19, dans ce que les fonctionnaires ont décrit comme les préparatifs d'un scénario "au pire".

La semaine dernière, la commande géante de "sachets pour restes humains" intervient alors que plus de 58 000 Américains sont morts à cause du Covid-19, selon les données de l'université Johns Hopkins.

Cela semble être un énorme gaspillage d'argent si cette pandémie doit essentiellement se terminer en juin.

Bien sûr, la vérité est que cette pandémie ne va pas s'arrêter de sitôt, et chaque jour, nous continuons à recevoir de nouvelles indications selon lesquelles elle sera bien plus effroyable que ce que beaucoup avaient prévu au départ. Par exemple, mercredi, la police de New York a trouvé des dizaines de cadavres stockés dans des camions devant un funérarium...

La police a trouvé des dizaines de corps stockés dans des camions non réfrigérés devant un funérarium de Brooklyn et gisant sur le sol de l'établissement mercredi, ont déclaré des sources des forces de l'ordre au Post.

Entre 40 et 60 corps ont été découverts, soit empilés dans des camions de type U-Haul devant les services funéraires Andrew Cleckley à Flatlands, soit sur le sol du bâtiment, après que les voisins aient signalé une odeur nauséabonde autour de la propriété, ont indiqué des sources.

Et toute la nation a été stupéfaite d'apprendre que près de 70 personnes sont mortes dans un foyer pour vétérans vieillissants du Massachusetts...

Près de 70 résidents atteints du coronavirus sont morts dans un foyer du Massachusetts pour vétérans vieillissants, alors que les responsables de l'État et du gouvernement fédéral tentent de comprendre ce qui a mal tourné dans l'épidémie la plus meurtrière connue dans un établissement de soins de longue durée aux États-Unis.

Alors que le nombre de morts dans la maison de retraite Holyoke Soldiers' Home, gérée par l'État, continue d'augmenter, les fonctionnaires fédéraux enquêtent pour savoir si les résidents n'ont pas reçu de soins médicaux appropriés et le procureur général de l'État décide s'il y a lieu d'intenter une action en justice.

S'il est vrai que cette pandémie n'est pas "la fin du monde", personne ne devrait tenter de prétendre qu'il s'agit d'un "nothingburger" non plus. Il suffit de vérifier le carnage auquel les autorités équatoriennes ont dû faire face...

Les médecins de première ligne de l'un des épicentres du coronavirus en Amérique latine lèvent le voile sur les horreurs quotidiennes auxquelles ils sont confrontés dans une ville équatorienne dont le système de santé s'est effondré.

Dans un hôpital de Guayaquil, submergé par les patients atteints de COVID-19, le personnel a dû entasser les corps dans les salles de bain parce que les morgues sont pleines, disent les agents de santé.

Dans un autre, un médecin a déclaré à l'AFP que les médecins ont été obligés d'emballer et de stocker les cadavres pour pouvoir réutiliser les lits sur lesquels ils sont morts.

La seule raison pour laquelle nous n'avons pas vu beaucoup d'autres systèmes de santé dans le monde être débordés est que la plus grande partie de la planète est fermée en ce moment.

Alors que certaines régions du globe tentent de "rouvrir", il est inévitable que les cas recommencent à affluer dans ces régions. En fait, c'est précisément ce qui commence à se produire en Allemagne.

Malheureusement, cette pandémie est devenue très politisée à ce stade, et nombreux sont ceux qui aimeraient l'exploiter à leurs propres fins néfastes. Par exemple, Hillary Clinton a déclaré à Joe Biden lors d'une réunion publique en ligne que "ce serait une terrible crise à gâcher"...

C'est un moment très important, en raison de la pandémie. Mais c'est aussi une élection très importante. Et toutes les formes de soins de santé devraient continuer à être disponibles, y compris les soins de santé reproductive pour chaque femme de ce pays. Il faut ensuite que ces soins fassent partie d'un système beaucoup plus vaste qui nous permettra finalement - et rapidement, je l'espère - de parvenir à un système de santé universel. Je ne peux donc que dire "Amen" à tout ce que vous dites, mais aussi, une fois de plus, faire comprendre aux gens que ce serait une terrible crise à gaspiller, comme le dit le vieux dicton. Nous avons beaucoup appris sur nos fragilités absolues dans notre pays en matière de justice sanitaire et économique.

Au lieu de nous diviser encore plus profondément en tant que nation, cette pandémie devrait nous rassembler. Et nous espérons que cela se produira, car des défis encore plus grands sont à relever dans notre avenir.

Mais pour l'instant, nous avons encore une très longue bataille à mener contre ce virus.

Beaucoup plus d'Américains vont tomber malades et beaucoup plus d'Américains vont mourir, et nous n'avons vraiment aucune idée de ce à quoi les chiffres définitifs vont ressembler parce que tous les "modèles scientifiques" se sont trompés jusqu'à présent.

Les coûts invisibles des blocages forcés par le gouvernement

Elizabeth Wilson 04/29/2020 Mises.org/



[Note de l'auteur : Ceci est ma version modifiée du grand travail de Frédéric Bastiat "Ce qui est vu, et ce qui n'est pas vu", tel qu'appliqué à la panique actuelle de COVID-19 et au grand verrouillage de 2020 qui en résulte].

"Dans le département de l'économie, un acte, une habitude, une institution, une loi, donne naissance non seulement à un effet, mais à une série d'effets. Parmi ces effets, le premier seulement est immédiat ; il se manifeste simultanément avec sa cause - on le voit. Les autres se déploient successivement - on ne les voit pas : il est bon pour nous, s'ils sont prévus. Entre un bon et un mauvais économiste, c'est toute la différence : l'un tient compte de l'effet visible, l'autre tient compte à la fois des effets qui se voient, et aussi de ceux qu'il faut prévoir".

~Bastiat

Chapitre 1. Arrêt économique

Avez-vous déjà été témoin de la colère de la propriétaire de l'entreprise, Sally B., lorsque son gouvernement négligent réduit ses revenus de 60 pour cent à cause d'un blocage ? Si vous avez été présent sur une telle scène, vous témoignerez très certainement du fait que chacun des spectateurs, au nombre de trente, d'un commun accord apparemment, a offert à l'infortunée propriétaire cette invariable consolation : "C'est un vent mauvais qui ne souffle bon à personne. Tout le monde doit vivre, et pourquoi devrions-nous nous soucier que des entreprises soient fermées ou en difficulté ?"

Or, cette forme de condoléances contient toute une théorie, qu'il sera bon de faire apparaître dans ce simple cas, puisqu'elle est précisément la même que celle qui, malheureusement, régit la majeure partie de nos institutions économiques et politiques. Supposons que l'entreprise gagne juste assez d'argent pendant cette fermeture pour garder les portes ouvertes et le personnel employé. Vous supposeriez que peu de choses ont changé et que l'impact sanitaire, économique et social vaut peut-être la fermeture du gouvernement - je l'accorde, je n'ai pas un mot à dire contre cela, vous raisonnez avec justesse. Les employés et les clients vont et viennent et le reste du monde loue le gouvernement pour sa bienveillance. Tout cela, c'est ce que l'on voit.

Mais si, en revanche, vous arrivez à la conclusion, comme c'est trop souvent le cas, qu'aucun dommage ou perte réel ne surviendra si des entreprises sont contraintes de fermer ou si certaines d'entre elles perdent leur gagne-pain, de sorte qu'un virus puisse moins circuler et donc que moins de personnes meurent, vous m'obligerez à crier : "Arrêtez-vous là ! Votre théorie se limite à ce qui est vu ; elle ne tient pas compte de ce qui n'est pas vu".

On ne voit pas que notre propriétaire d'entreprise a dépensé une partie importante de ses économies et de son temps à investir dans son entreprise, et maintenant elle n'a plus de revenus ou n'est plus en mesure de réinvestir ses bénéfices dans son entreprise. On ne voit pas que si elle n'avait pas été étouffée par la fermeture bureaucratique, elle aurait peut-être remplacé un équipement défectueux ou ajouté à son acompte pour une maison plus grande afin de pouvoir accueillir plus d'enfants, ou encore embauché du personnel supplémentaire. En bref, elle aurait investi, dépensé ou utilisé ces revenus d'une manière que cette fermeture a empêchée - en fait, elle a éliminé comme options.

Considérons l'industrie en général, telle qu'elle est affectée par cette circonstance. Le gouvernement a fermé des entreprises pour qu'un virus puisse tuer moins de gens : c'est ce que l'on voit. Si les entreprises n'avaient pas été fermées, le fabricant d'équipements commerciaux (et les industries connexes) aurait vu ses revenus augmenter

ou plus d'enfants auraient pu être aidés dans des foyers d'accueil ou un chômeur aurait pu avoir un emploi - ce qui n'est pas visible.

Et si ce qui n'est pas vu est pris en considération, on comprendra qu'une fermeture d'entreprises "non essentielles" a un impact direct sur les entreprises essentielles et sur de nombreuses autres vies aujourd'hui et dans les années à venir - avec la possibilité que leur fermeture n'ait eu aucun impact sur les décès dus au virus.

Nous arrivons donc à cette conclusion inattendue : "La société dans son ensemble est perdante lorsque les revenus et les entreprises sont inutilement détruits" ; et nous devons approuver une maxime qui fera dresser les cheveux sur la tête des quarantaines - fermer des entreprises peut éviter une crise actuelle des soins de santé, mais fermer des entreprises créera une crise économique dont nous savons qu'elle aura des effets dévastateurs sur l'économie et la santé publique.

Que direz-vous, Monsieur le Gouverneur ? Que direz-vous, disciples du bon Dr Fauci, qui a modélisé le nombre de vies qui pourraient être sauvées si les entreprises étaient forcées de rester fermées et si tout le commerce était restreint de manière anormale, mais qui ne dit pas grand chose sur les dommages économiques/sociaux/santé ? Que dites-vous, mes voisins, le public, qui louent la fermeture du gouvernement pour avoir sauvé des vies tout en ne considérant pas la logique de la fermeture d'une entreprise plutôt qu'une autre ou que la crise économique pourrait faire plus de victimes que la crise du virus.

Aujourd'hui, Sally B. n'est pas si insensible qu'elle ne se soucie pas de la sécurité et de la santé de ses voisins et exige donc que ses revenus soient rétablis au prix des vies perdues. En fait, c'est précisément parce qu'elle se soucie de la sécurité et de la santé de ses voisins qu'elle souhaite que la crise sanitaire potentielle ne se transforme pas en une crise économique encore plus grave. Les avantages perçus des vies potentielles sauvées ne peuvent pas être mis en corrélation avec les coûts réels et invisibles des pertes de revenus et d'emplois. Ces coûts invisibles sont sacrifiés sur l'autel des modèles sans aucun avantage direct pour la santé ou la sécurité du public.

Si une entreprise reste ouverte, est-ce que cela équivaut à une vie perdue ? Non, il ne peut y avoir aucun lien. Que se passe-t-il si 75 % des entreprises sont fermées par l'État ? Cela signifie-t-il une diminution de 75 % des vies perdues ? Cinquante pour cent ? Cinq pour cent ? Là encore, aucune corrélation ne peut être établie. Et de plus, pourquoi une bureaucratie, au nom de la santé publique, peut-elle choisir d'autoriser les magasins d'alcool à rester ouverts mais de garder les parcs publics fermés ?

Je suis désolé de vous déranger avec ces faits impopulaires, mais comme je continue de voir l'État forcer nos marchés à rester fermés pendant des semaines, je supplie les politiciens et les bureaucrates de prendre en compte ce qui n'est pas vu, et de le placer à côté de ce qui est vu. Et de donner autant de poids et d'importance aux vies blessées ou perdues par le virus qu'aux vies blessées et perdues par la fermeture et ses répercussions.

Le lecteur doit prendre soin de se rappeler que l'histoire de Sally B. n'est qu'une des nombreuses histoires dont les implications à long terme sont actuellement invisibles et inconnues. Bien qu'actuellement son histoire ne soit pas tragique, les effets cumulatifs invisibles pourraient être tout aussi tragiques qu'un virus, car les taux de suicide, de violence domestique, de pauvreté, de toxicomanie, etc. continuent d'augmenter plus longtemps que les entreprises sont empêchées de fonctionner.

Par conséquent, si vous vous contentez d'aller à la racine de tous les arguments qui sont avancés en sa faveur, vous ne trouverez que la paraphrase de cette déclaration souvent répétée : "Je crains que nous ne rétablissions les moyens de subsistance au prix d'un plus grand nombre de vies perdues". Bien que cette crainte soit légitime,

il existe une crainte tout aussi puissante : celle que d'autres vies seront perdues si les entreprises restent fermées de force par l'État.

Auteur :

Elizabeth B. Wilson est un entrepreneur en série basé à Memphis qui passe actuellement ses journées à développer une société d'investissement immobilier et une laverie automatique avec son mari, Sam. Elle est également une étudiante en série qui possède une licence en études environnementales du Warren Wilson College (Caroline du Nord), une maîtrise en sciences environnementales de l'université du Natal (Afrique du Sud), un MBA de l'université de Memphis (Tennessee), et des certificats d'études supérieures en linguistique appliquée du Graduate Institute of Applied Linguistics (Texas) et en français des Cèdres (France).

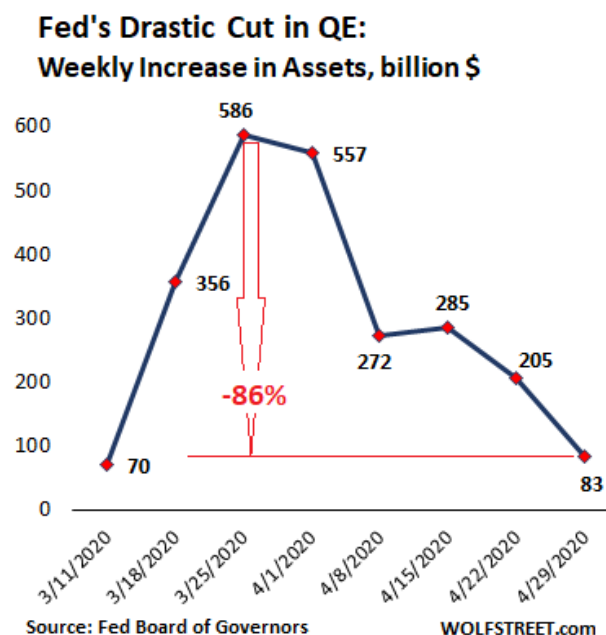
La Réserve fédérale a coupé l'argent largué par hélicoptères de Wall Street. QE en baisse de 86% par rapport à la semaine de pointe de mars

par Wolf Richter - 30 avr. 2020

La Réserve fédérale a mis en place le MBS. Prêts à des "SPV" flat pour la cinquième semaine. Repos en désuétude. La Fed n'a toujours pas acheté de junk bonds, d'actions ou d'ETF. Mais elle a fait rêver Wall Street.

Par Wolf Richter pour WOLF STREET.

Le total des actifs du bilan de la Fed n'a augmenté que de 83 milliards de dollars au cours de la semaine se terminant le 29 avril, pour atteindre 6 656 milliards de dollars. Ces 83 milliards de dollars représentent la plus petite augmentation hebdomadaire depuis le début de cette émission le 15 mars, et une baisse de 86% par rapport au pic de la semaine qui s'est terminée le 25 mars. Ce graphique montre les augmentations hebdomadaires du total des actifs du bilan de la Fed :

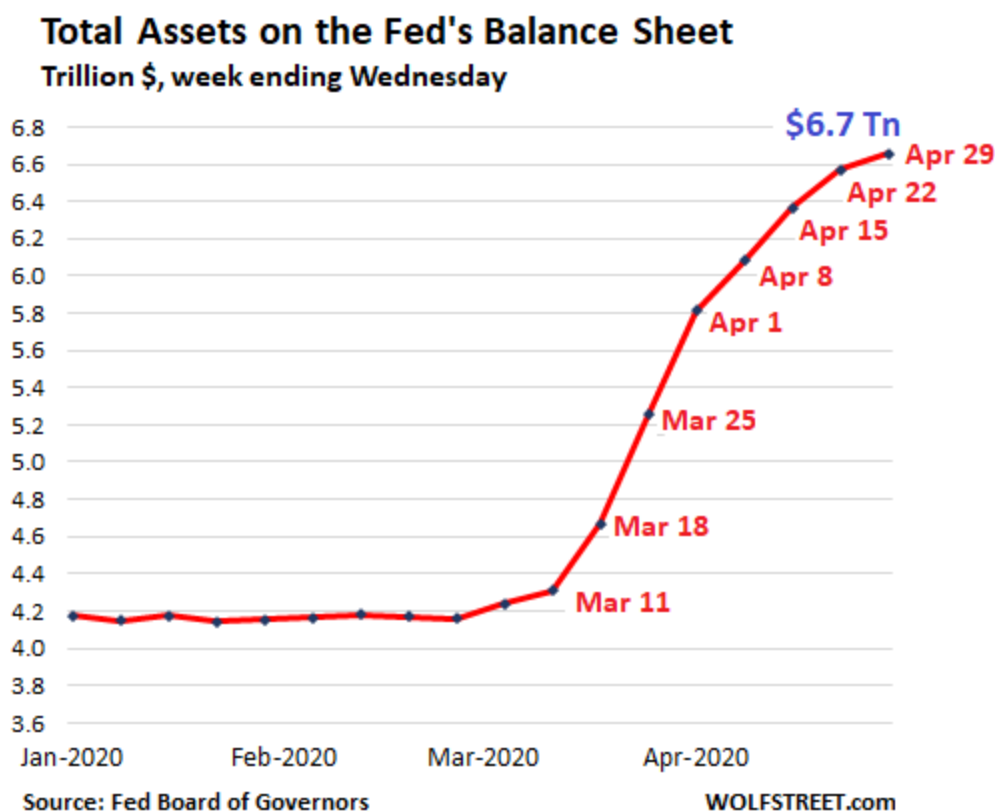


La Fed suit ainsi son plan d'action établi au cours des deux dernières années lors de divers entretiens avec les dirigeants de la banque centrale, selon lequel elle mettrait en œuvre le plan de sauvetage QE dès la prochaine

crise, et qu'après l'explosion initiale, elle réduirait ces achats d'actifs lorsqu'ils ne sont plus nécessaires, plutôt que de les laisser s'éterniser pendant des années.

Le 1er janvier, le bilan a cessé de s'étendre, le renflouement du marché des pensions de la Fed ayant pris fin. Cependant, fin février, tout s'est mis à bouger, et la Fed a d'abord augmenté ses offres de mise en pension, puis le 15 mars, elle a commencé à jeter massivement de l'argent fraîchement créé sur les marchés, atteignant un sommet de 586 milliards de dollars au cours de la seule semaine qui s'est terminée le 25 mars.

Mais depuis lors, la Fed a réduit ses augmentations hebdomadaires d'actifs, ce qui se traduit par un aplatissement de la courbe des actifs totaux de la Fed en 2020 :

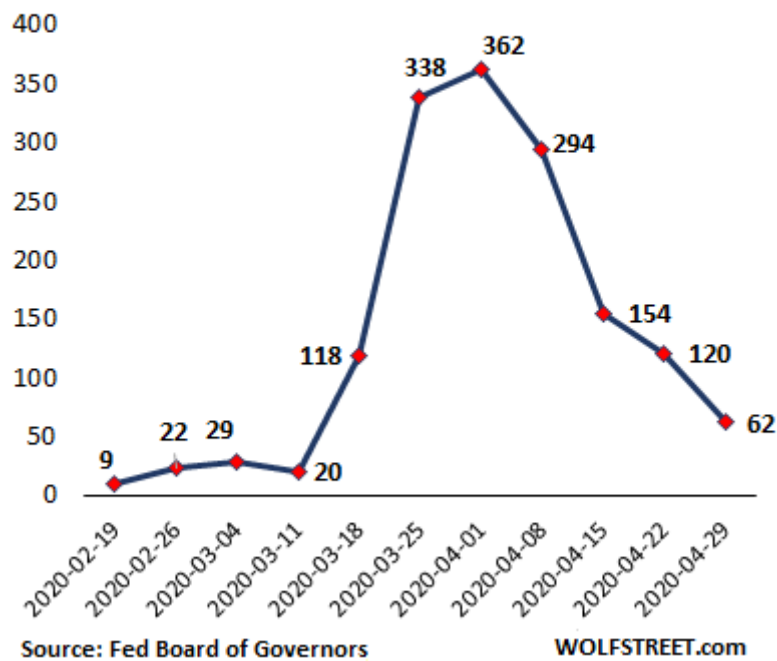


La Fed a réduit ses achats de titres du Trésor. Le solde de ses titres adossés à des créances hypothécaires (MBS) a en fait diminué. Les opérations de mise en pension (Repurchase Agreements) sont tombées en désuétude. Les prêts à des entités ad hoc (SPV) ne sont pas allés plus loin en cinq semaines. Et les swaps de liquidité des banques centrales étrangères, après avoir atteint un sommet au cours des deux premières semaines, n'ont que modestement augmenté, la plus grande partie de l'augmentation provenant de la Banque du Japon, qui est de loin le plus grand utilisateur de ces swaps.

Les achats de titres du Trésor sont réduits.

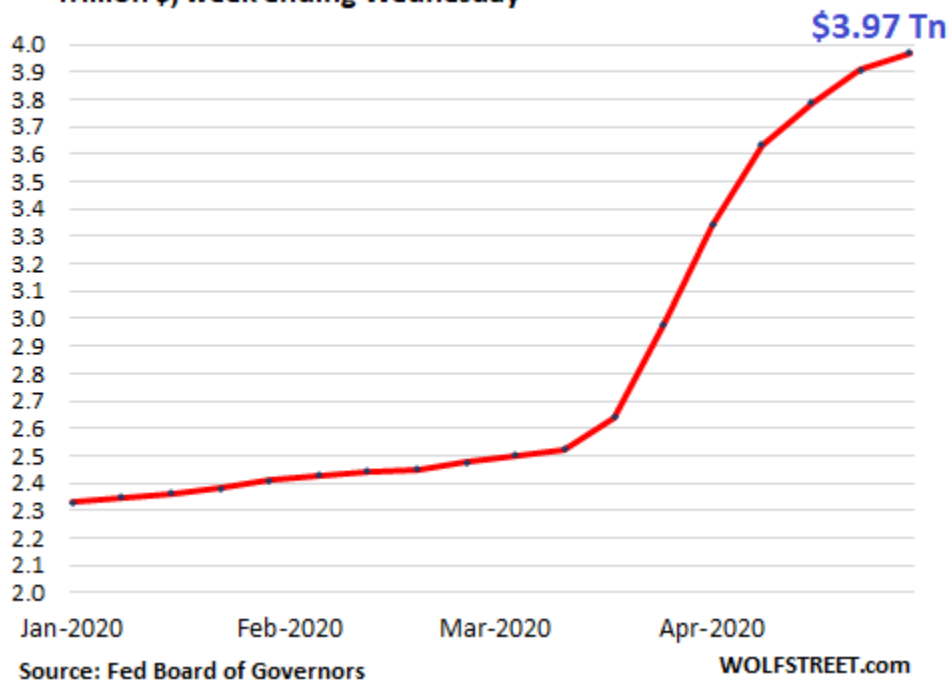
La Fed n'a ajouté que 62 milliards de dollars de titres du Trésor à son bilan au cours de la semaine, le montant le plus faible depuis le début de cette émission, soit une baisse de 83 % par rapport aux 362 milliards de dollars du pic de l'argent des hélicoptères Wall-Street. Ce graphique montre les augmentations hebdomadaires des titres du Trésor dans le bilan de la Fed :

Fed's Drastic Cut in QE, Treasuries Weekly Increase, billion \$



Le graphique ci-dessous montre cet effet : La courbe des titres du Trésor s'est aplatie au cours des dernières semaines, après la préalimentation massive des achats en mars. Le total s'élève maintenant à 3,97 billions de dollars :

Treasury Securities, Fed Balance Sheet Trillion \$, week ending Wednesday



Les achats et les soldes des MBS ont diminué.

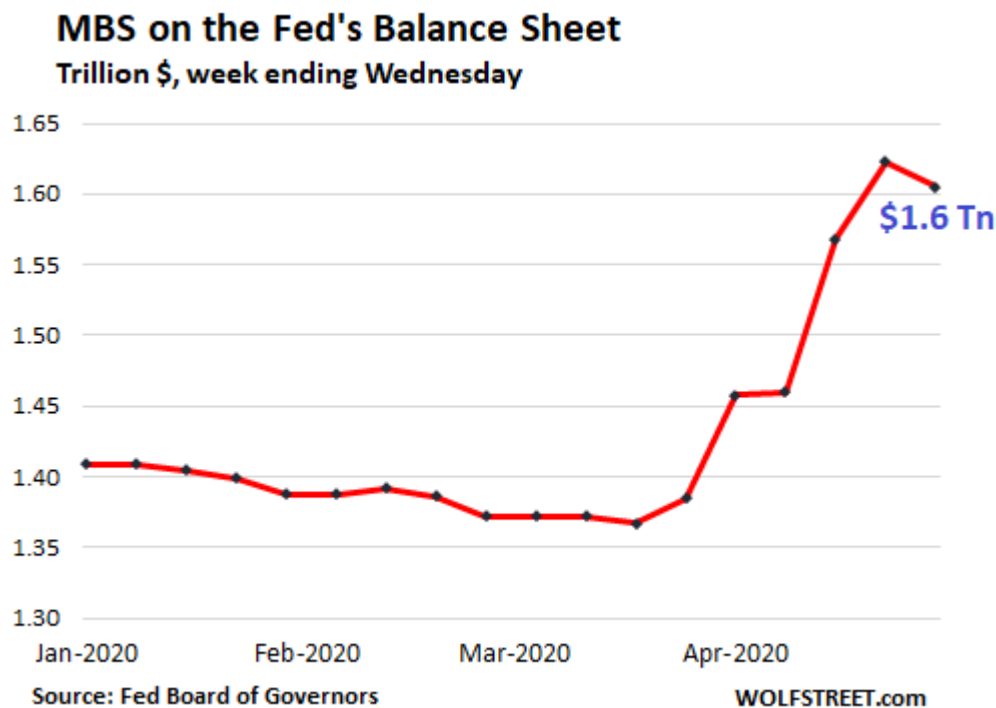
La Fed a considérablement réduit ses achats de titres adossés à des créances hypothécaires au cours des cinq dernières semaines, comme l'indique le résumé des transactions de la Fed de New York (achats nets, pour les semaines écoulées) :

- 157 milliards de dollars (25 mars)
- 145 milliards de dollars (1er avril)
- 109 milliards de dollars (8 avril)
- 58 milliards de dollars (15 avr.)
- 56 milliards de dollars (22 avril)
- 38,5 milliards de dollars (29 avril)

Les transactions MBS prennent des semaines à régler. La totalité des 38,5 milliards de dollars de MBS que la Fed a achetés cette semaine sera réglée en mai. Comme la Fed ne comptabilise les transactions MBS qu'après leur règlement, le bilan accuse un certain retard par rapport aux transactions réelles.

En outre, si la Fed n'achète aucun MBS, les MBS inscrits à son bilan diminueront en raison des paiements de capital que tous les détenteurs de MBS reçoivent au fur et à mesure que les hypothèques sous-jacentes sont remboursées ou acquittées. On assiste actuellement à un boom du refinancement des hypothèques, ce qui crée un torrent de ces paiements du principal transmissibles. Pour maintenir ses MBS à un niveau stable, la Fed devrait acheter un montant important de MBS.

Cette combinaison d'achats drastiquement réduits, de dates de règlement erratiques et du torrent de paiements du principal transmissibles a fait chuter le solde des MBS dans le bilan de la Fed de 18 milliards de dollars, à 1,6 trillion de dollars :



Les pensions tombent en désuétude.

Ces dernières semaines, il n'y a pas eu de demande pour les accords de rachat que la Fed propose sur le marché des pensions. Le marché des pensions de titres fonctionne comme d'habitude, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une

affaire de plusieurs billions de dollars sur une base quotidienne. Mais les pensions de la Fed ne sont que de temps en temps grignotées. Ce qui reste sur le bilan de la Fed, ce sont plusieurs repo à terme datant de plusieurs semaines. Les pensions de titres sont des transactions d'entrée et de sortie. Lorsque les pensions arrivent à échéance, la Fed récupère ses liquidités, la contrepartie récupère ses titres, et le solde des pensions pour cette entrée est ramené à zéro.

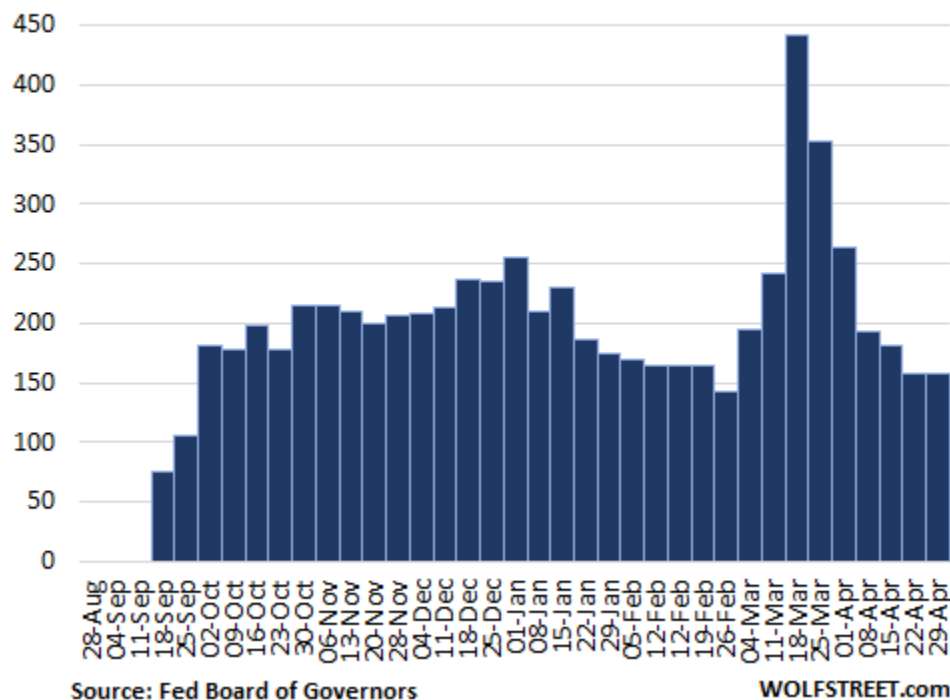
Il reste 158 milliards de dollars en pensions sur le bilan. J'ai déterré la plupart d'entre elles. Au cours des deux prochains mois, elles arriveront toutes à échéance et sortiront du bilan :

- A partir du 29 avril : 2,0 milliards de dollars, 1 jour
- A partir du 13 avril : 14,5 milliards de dollars, 28 jours
- A partir du 6 avril : 6,3 milliards de dollars, 28 jours
- A partir du 3 avril : 1 milliard de dollars, 84 jours
- A partir du 20 mars : 31,2 milliards de dollars, 84 jours
- A partir du 13 mars : 17,0 milliards de dollars, 84 jours
- A partir du 12 mars : 78,4 milliards de dollars, 84 jours

Le solde total des pensions, à 158 milliards de dollars, est en baisse de 64 % par rapport au pic (442 milliards de dollars) :

Repos on the Fed's Balance Sheet

Billion \$, week ending Wednesday



Les "prêts" aux SPV et aux Primary Dealers n'ont rien donné en cinq semaines.

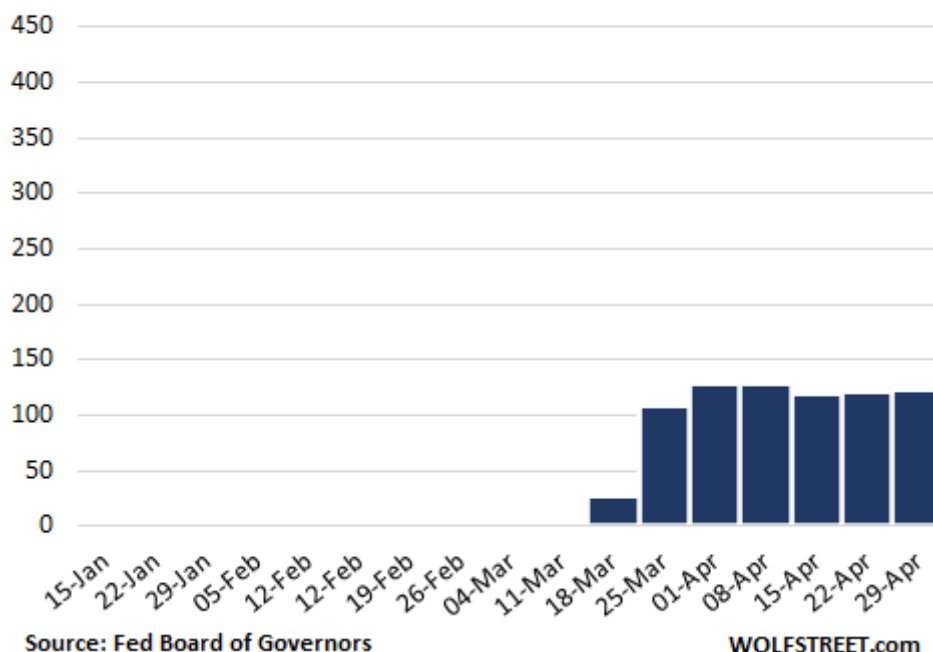
La soupe alphabétique des programmes de sauvetage de la Fed est en fait constituée de prêts aux Special Purpose Vehicles (SPV) que la Fed a mis en place en collaboration avec le département du Trésor américain, et à ses Primary Dealers (les grands courtiers et banques avec lesquels la Fed fait des affaires). La Fed leur prête en substance, et ils peuvent acheter tout ce que la Fed leur ordonne d'acheter ou prêter à des entités auxquelles la Fed leur ordonne de prêter.

Ce système est un moyen de contourner les limites imposées à la Fed par le Federal Reserve Act. Le Congrès pourrait mettre un terme à ces plans, mais il les applaudit.

Lorsque la Fed a annoncé le premier lot de sa soupe alphabétique de programmes de sauvetage, les "prêts" inscrits à son bilan ont explosé. Mais au cours des cinq semaines qui ont suivi, ils sont restés pratiquement inchangés, à environ 122 milliards de dollars :

Loans on the Fed's Balance Sheet

Billion \$, week ending Wednesday



La Fed présente ces prêts par catégorie :

Crédit primaire : il est tombé à 32 milliards de dollars, contre 34 milliards la semaine dernière et 43 milliards il y a trois semaines. Ce SPV a été élargi pour pouvoir acheter quelques obligations de pacotille "fallen angel". Mais le solde a chuté depuis l'expansion et la Fed n'a pas acheté d'obligations de pacotille "fallen angel". Certaines des positions ont été liquidées et le SPV a remboursé les prêts associés à la Fed.

Crédit secondaire : 0 \$. Conçu pour acheter des obligations d'entreprises, des ETF d'obligations, et même des ETF d'obligations de pacotille. Aucun n'a été acheté.

Crédit saisonnier : 0

Facilité de crédit pour les négociants principaux : elle est tombée à 25 milliards de dollars, contre 36 milliards deux semaines plus tôt. Montants que la Fed a prêtés aux primary dealers pour acheter des trucs. Après l'éclatement initial, certaines des positions ont été dénouées, et les prêts ont été remboursés.

Facilité de liquidité pour les fonds communs de placement du marché monétaire : elle est tombée à 46 milliards de dollars, contre 49 milliards la semaine dernière et 53 milliards il y a trois semaines. Ce SPV a acheté du papier d'entreprise et d'autres actifs à court terme pour renflouer les fonds du marché monétaire. Après l'éclatement initial, les positions ont commencé à se dénouer, et le SPV a remboursé une partie des prêts.

Facilité de liquidité du Programme de protection des salaires : est passée de 8 à 19 milliards de dollars. C'est là que la Fed prête au SPV pour acheter aux banques les prêts garantis par le gouvernement qu'elle a accordés aux "petites entreprises" (hahahaha) dans le cadre du programme PPP. Ce SPV ne fait rien pour les petites entreprises. Il se contente de retirer certains prêts des livres comptables des banques après qu'elles aient prélevé leurs frais de traitement des prêts PPP.

Ces prêts montrent que la Fed n'a rien fait avec les SPV et les Primary Dealers au cours des cinq dernières semaines, alors que les marchés étaient en pleine effervescence - ils n'ont pas acheté de junk bonds, d'ETF ou d'actions. Les marchés n'ont tout simplement pas encore compris.

Les swaps de liquidité des banques centrales.

La Banque du Japon est de loin le plus grand utilisateur des "lignes de swap de liquidité en dollars" de la Fed. Les swaps avec la BOJ ont bondi de 18 milliards de dollars par rapport à la semaine précédente pour atteindre 214 milliards de dollars et représentent maintenant 49% du total des swaps dans le bilan de la Fed.

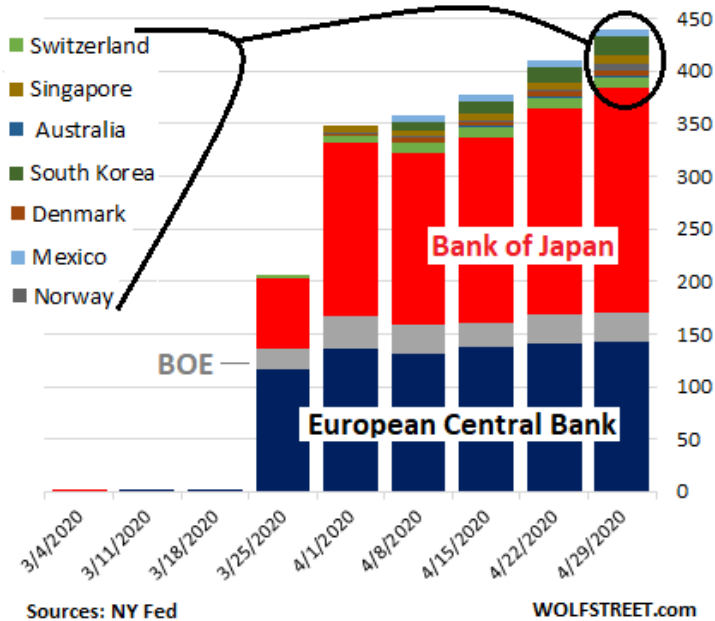
La BCE est le deuxième plus grand utilisateur des lignes de swap, avec un solde de 142 milliards de dollars, soit 32 % du total. La Banque d'Angleterre est loin derrière avec 28 milliards de dollars.

La Fed a également ouvert des lignes de swap avec les banques centrales du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède, du Danemark, de la Norvège, de la Suisse, de Singapour, de la Corée du Sud, du Brésil et du Mexique. Il n'y a pas de swaps avec les banques centrales du Canada, du Brésil, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède. Et les autres banques centrales ne sont que du menu fretin (voir le tableau ci-dessous).

Avec ces swaps - d'une durée de 7 ou 84 jours - la Fed prête des dollars nouvellement créés à une autre banque centrale, contre des devises nationales déposées à la Fed comme garantie. Le taux de change est le taux du marché au moment du contrat. À l'échéance des swaps, la Fed récupère ses dollars, et l'autre banque centrale récupère sa propre monnaie.

Le montant combiné de ces swaps - les données sur les pays sont publiées par la Fed de New York - a augmenté de 29 milliards de dollars par rapport à la semaine précédente, pour atteindre 439 milliards de dollars.

Liquidity Swaps on Fed's Balance Sheet Settled positions, in billion \$



Si...

Depuis le 11 mars, la Fed a imprimé 2,34 billions de dollars pour gonfler le prix des actifs, relancer la course au rendement vers laquelle les investisseurs prêteraient aux entreprises ayant une cote de crédit de pacotille, déjà trop endettées, et des modèles économiques qui ont échoué. Elle l'a fait pour renflouer les détenteurs d'actifs et Wall Street.

Si la Fed avait réparti ces 2,34 billions de dollars de manière égale sur les 130 millions de ménages américains, chaque ménage aurait reçu 18 031 dollars. Pour de nombreux ménages, cela aurait largement contribué à les aider à traverser la crise. Mais c'était de l'argent pour les hélicoptères de Wall Street.

Aux difficultés logistiques de la vente d'une maison à l'époque de la distanciation sociale s'ajoute l'explosion d'une crise historique du chômage.

Vers un défaut partiel ou total sur la dette américaine détenue par la Chine ?

By [Or-Argent](#) - Mai 1, 2020



Comme si la situation actuelle ne présentait pas déjà suffisamment de **risques** sur le front économique, voici que des **tensions géopolitiques** émergent pour ne rien arranger. La Chine a été récemment critiquée, à raison, en ce qui concerne le partage d'informations concernant le coronavirus, notamment en janvier. Désormais, des voix s'élèvent pour exiger des **réparations financières**.

Des membres du Congrès américain, des politiciens et des officiels ont la Chine dans leur collimateur. Certains veulent que **Pékin paye la facture du coronavirus**. Cette pandémie a fait 26 millions de chômeurs aux États-Unis et coûté des trillions de dollars. La colère monte dans les milieux politiques, particulièrement au parti républicain. Des propositions sont faites afin de poursuivre la Chine devant les tribunaux américains, de mettre en place des sanctions sur les décideurs chinois et, dans les cas les plus extrêmes, de faire défaut sur la dette que possède la Chine.

L'ancien ambassadeur américain aux Nations unies et gouverneur de Caroline-du-Sud, le sénateur Graham, souhaite que les États-Unis fassent défaut sur sa dette US d'un trillion de dollars détenue par la Chine. D'autres ont demandé une **annulation partielle**. Rien ne dit que les États-Unis opteront pour une solution aussi extrême, aux conséquences aussi incertaines que dangereuses. Ce qui est presque certain, en revanche, c'est que des mesures seront prises. La trêve qui était en vigueur depuis la signature de la **phase 1 de l'accord commercial** entre les États-Unis et la Chine est donc bel et bien terminée.

Trump est convaincu que la Chine veut saboter sa réélection

Dans une interview accordée à [Reuters](#), le président **Trump** a expliqué ce mercredi que la gestion de la crise du coronavirus par la Chine est la preuve que Pékin « *fera tout ce qui est nécessaire* » pour qu'il perde l'élection présidentielle en novembre.

Durant l'interview accordée à Reuters dans le bureau ovale, Trump a eu des mots durs envers la Chine. Il a déclaré être en train d'**examiner différentes options** concernant Pékin. « *Je peux faire beaucoup de choses* », a-t-il déclaré.

Trump remet la pandémie mondiale sur le dos de la Chine. Elle a tué au moins 60 000 Américains et précipité l'économie en récession, ce qui mine ses chances de réélection.

Le président américain, souvent accusé d'avoir préparé trop tard les États-Unis à la propagation du coronavirus, estime que la Chine aurait dû être plus proactive dans le partage des informations.

Lorsqu'on lui a demandé s'il comptait utiliser les droits de douane ou même des défauts sur la dette US détenue par la Chine, le président s'est montré vague. « *Il y a beaucoup de possibilités, nous essayons de comprendre ce qu'il s'est passé.* »

« *La Chine fera tout ce qu'elle peut pour me faire perdre cette course* », a-t-il déclaré. Il pense que la Chine souhaite l'élection de son rival, Joe Biden, afin de faire baisser la pression sur le dossier du litige commercial et sur d'autres dossiers.

« *Ils utilisent tout le temps les relations publiques pour se faire passer pour des innocents* », a-t-il déclaré en évoquant les responsables chinois.

Scotiabank annonce l'arrêt de ses activités de négoce de métaux précieux

Bank of Nova Scotia (Scotiabank) a annoncé mardi à ses employés qu'elle allait fermer ses activités dédiées aux métaux, sonnait le clap de fin d'un des noms les plus prestigieux du négoce de métaux précieux, selon deux sources proches du dossier citées par Reuters.

La Banque Scotia est devenue un acteur majeur du marché des métaux en 1997, lorsqu'elle a fait l'acquisition de Mocatta Bullion & Base Metal. Le groupe Mocatta a été fondé en 1684 et, lorsque Scotiabank l'a racheté, il comptait 180 employés et 10 bureaux dans le monde, notamment à New York, Londres, New Delhi, Hong Kong, Shanghai et Singapour.

En 2004, Scotia est devenue la première banque non britannique à diriger le London Gold Fixing. Cette année-là, le PDG de Scotiabank a été photographié tenant fièrement un lingot d'or pour célébrer la stature de la banque.

La banque a fortement réduit ses activités en 2018 après une revue stratégique et une tentative infructueuse de trouver un acheteur.

Mais elle demeure l'une des cinq banques qui règlent les transactions sur l'or et l'un des douze teneurs de marché à assurer la liquidité sur le marché londonien. Elle participe également aux enchères quotidiennes qui fixent le [prix de référence de l'or](#) utilisé dans le monde entier.

"Scotiabank a informé ses équipes qu'elle arrêterait ses activités dans le secteur des métaux précieux", a déclaré l'une des sources.

"Le plan est de se débarrasser de sa division métaux précieux", a déclaré une autre source.

Un porte-parole de la banque a refusé de commenter.

Selon les sources, la Scotia mettra un terme à toutes ses activités existantes au début de l'année 2021. Certains employés seront conservés d'ici là, tandis que d'autres seront licenciés.

Environ 15 personnes travaillent dans la division métaux de Scotiabank, dont les trois quarts dans les métaux précieux et le reste dans les métaux industriels, contre environ 140 personnes il y a cinq ans.

Pour rappel, la banque canadienne a récemment fait l'objet de poursuites judiciaires pour [manipulation du marché de l'or](#) et de [l'argent](#).

Source originale: [Financial Post](#)

BlackRock, un champion à suivre de près

François Leclerc 1 mai 20202 [Décodages.com/](#)

Cette crise est mal nommée, car c'est une véritable catastrophe. Les crises sont passagères, les catastrophes sont durables, voire irrémédiables. Celle que nous vivons a été dans un premier temps comptabilisée en nombre de morts, puis en points de chute du PIB et de hausse du chômage, et ce sera bientôt en victimes de la famine. Règne de la survie, l'informalité tourne au désastre. On parle d'atterrissage en catastrophe et l'on a de bonnes raisons de pressentir que l'on ne va pas y échapper.

Quand Patrick Artus, l'économiste en chef de Natixis, en vient dans *Le Monde* à déclarer « Ce n'est pas la dette qui finance la crise, mais la monnaie », c'est qu'il se passe quelque chose de très renversant. Cela le conduit à prédire que la rançon de la création monétaire, qu'il considère inévitable si l'on veut éviter une crise de la dette

publique qui serait le pompon, sera « l'instabilité financière et la hausse des inégalités », ainsi qu'à annoncer ce qu'il appelle « des tensions » pour ne pas leur donner de nom. Car, explique-t-il, « le monde de l'entreprise ne voudra pas que le modèle néolibéral soit remis en cause, tandis que le monde politique et les opinions voudront l'arrêter. »

On se sent toutefois autorisé à douter de l'attitude qu'adoptera « le monde politique » si l'on observe sa connivence avec le monde financier. L'activisme et les engagements du gestionnaire de fonds BlackRock illustrent au plus haut point la dépendance d'un « monde politique » dépassé par la complexité et l'opacité du système financier.

BlackRock, qui n'a rien inventé, reprend à son compte la stratégie d'influence de Goldman Sachs en s'octroyant les services d'anciens dirigeants politiques et banquiers centraux. Citons Philipp Hildebrand, anciennement en charge de la Banque nationale suisse, George Osborne, l'ancien ministre des Finances britannique, Stanley Fischer, un ex vice-président de la Federal Reserve de New York (le bras armé de la Fed à Wall Street), ou encore Friedrich Merz, qui dirigeait le groupe parlementaire de la CDU en Allemagne et visait la succession d'Angela Merkel.

Plus besoin de discrets « visiteurs du soir ».

BlackRock a aujourd'hui pris la place occupée par Goldman Sachs et JP Morgan en 2008 (*). Juste reconnaissance de la maîtrise des arcanes financières de sa division de conseil Financial Market Advisory, le fonds engrange les contrats avec les gouvernements et les banques centrales. La Fed lui a confié la gestion de ses achats de milliards de dollars de titres, dont des Exchange Traded-Funds, le marché roi de BlackRock ! La Banque du Canada en a fait de même. Et la Commission européenne lui a confié les rênes d'un projet d'intégration dans la régulation bancaire de sa politique dite de « green business », en dépit des intérêts du fonds dans les grandes banques européennes et de son implication dans l'industrie pétrolière. Dans tous les cas, le conflit d'intérêt est criant et souligne plus que jamais l'interpénétration des cercles de décision politique et financier.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que BlackRock et ses concurrents aient pu échapper à toute régulation, au prétexte qu'ils ne sont que les gestionnaires de titres qu'ils ne possèdent pas, occultant la menace que ferait planer sur eux d'importants retraits de leurs clients. Ceux qui avaient investi dans des ETF adossés à des valeurs pétrolières se sont déjà brutalement retirés, qu'en sera-t-il demain quand d'autres secteurs économiques seront aussi durement atteints ? Cela mérite une réflexion qui n'est pas menée. Pourtant, il ne faut pas chercher très loin si l'on veut identifier les établissements financiers particulièrement systémiques.

Cerise sur le gâteau, BlackRock a développé une plateforme système répondant au nom évocateur d'Aladin, qui est désormais omniprésent dans « l'industrie financière ». Les plus grands acteurs, que ce soient les banques, les fonds d'investissement où les nouveaux géants de l'économie numérique, réalisent par son entremise leurs transactions sur les marchés monétaires, d'actions, d'obligations et de produits dérivés. Une telle concentration représente à la fois un formidable instrument de pouvoir et un immense danger systémique.

Aux dernières nouvelles, le candidat démocrate Joe Biden pourrait choisir en cas d'élection aux prochaines présidentielles le PDG de BlackRock, Larry Fink, pour le poste de Secrétaire du Trésor. À coup sûr des « fake news »...

L'avenir est-il aussi incertain que cela ?

(*) que le magazine Rolling Stones qualifiera alors de « vampires des abysses de la finance » (Vampire Squid),

Enfin, ce que la Fed peut et ne peut pas imprimer a de l'importance

par John Rubino ♦ 26 avril 2020

Les partisans de la monnaie saine ont proclamé que "la Fed ne peut pas imprimer l'or" à peu près depuis la fin du dernier étalon-or en 1971. Mais personne en dehors de notre petite chambre d'écho n'a prêté attention, se concentrant plutôt sur ce que la Fed pouvait imprimer : des billions de dollars qui étaient parfaitement bien pour acheter tout ce qu'une personne solvable pouvait vouloir. Pour paraphraser le vieux sketch du Saturday Night Live, "La monnaie Fiat m'a fait du bien."

Mais la réaction des banques centrales du monde à cette dernière crise - en fait, la création illimitée de monnaie pour tout acheter/vendre partout - semble avoir ébranlé les gens qui, dans le passé, considéraient l'argent facile et agressif comme une bonne chose sans équivoque :

La Fed ne peut pas imprimer de l'or" : Comment le métal jaune pourrait atteindre 3 000 dollars, soit 50 % de plus que le record actuel

(Financial Post) - La Bank of America Corp. a relevé son objectif de prix de l'or sur 18 mois à 3 000 dollars l'once - soit plus de 50 % au-dessus du record de prix existant - dans un rapport intitulé "La Fed ne peut pas imprimer l'or".

La banque a augmenté son objectif de 2 000 dollars US, alors que les décideurs politiques du monde entier mettent en place de vastes mesures de relance budgétaire et monétaire pour aider à soutenir les économies touchées par le coronavirus.

"Alors que la production économique se contracte fortement, que les dépenses budgétaires augmentent et que les bilans des banques centrales doublent, les monnaies flottantes pourraient être mises sous pression", ont déclaré des analystes comme Michael Widmer et Francisco Blanch dans le rapport. "Les investisseurs viseront l'or".

La BofA s'attend à ce que le prix moyen des lingots soit de 1 695 dollars américains l'once cette année et de 2 063 dollars américains en 2021. Le record de 1 921,17 dollars US a été établi en septembre 2011. Les prix au comptant se sont négociés autour de 1 678 dollars US mardi et sont en hausse de 11 % cette année.

Il est certain qu'un dollar fort, une réduction de la volatilité des marchés financiers et une baisse de la demande de bijoux en Inde et en Chine pourraient continuer à faire obstacle à l'or, a déclaré la BofA.

"Mais au-delà des fondamentaux traditionnels de l'offre et de la demande d'or, la répression financière est de retour à une échelle extraordinaire", selon le rapport.

Ce changement de sentiment est potentiellement important pour au moins deux raisons :

1) La grande majorité des investisseurs sont des amateurs, ce qui est normal. Peu de gens savent comment réparer des voitures, diagnostiquer des maladies ou gérer leur argent. Au lieu de cela, nous nous en remettons à des experts de confiance pour faire ces choses à notre place, et dans le monde de l'argent, les experts auxquels la plupart des gens font confiance ont traditionnellement ignoré ou saccagé les métaux précieux parce que les

lingots ne rapportent pas de dividendes ou ne génèrent pas d'autres flux de trésorerie. En temps normal, cette situation est un facteur de rupture pour les gestionnaires de fonds traditionnels.

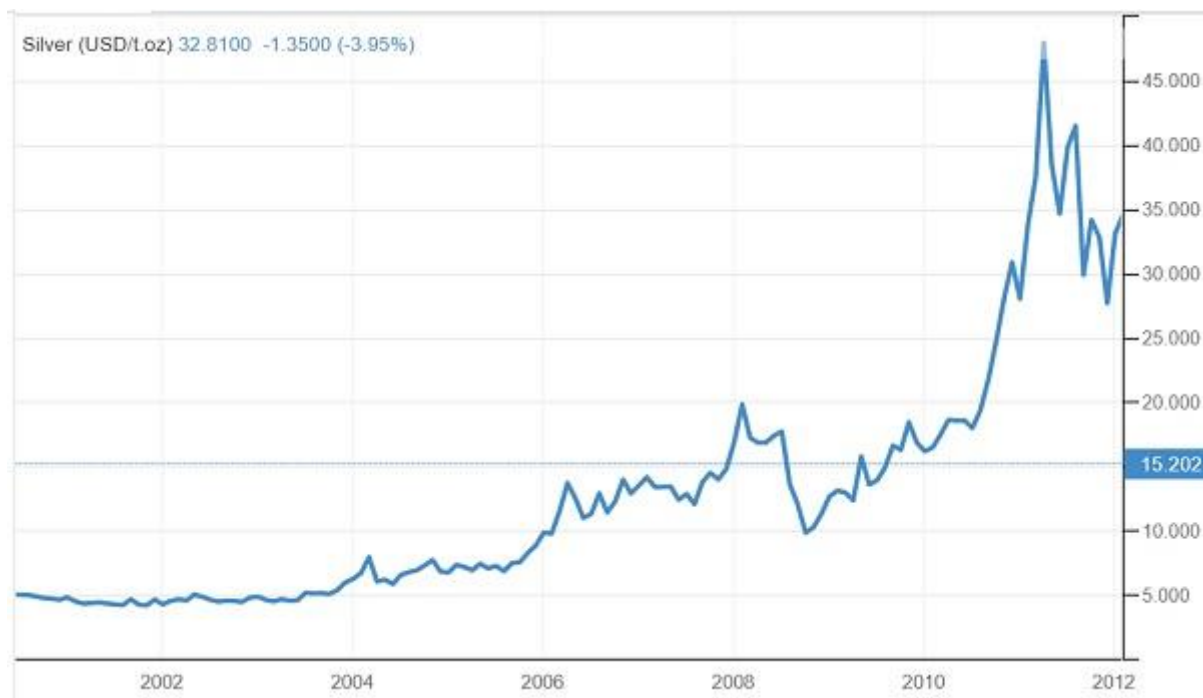
Mais aujourd'hui, ces mêmes gestionnaires, effrayés par la perspective d'une montée en flèche de l'endettement et d'une volatilité imprévisible, se réfugient sur la pointe des pieds dans des lieux sûrs comme les métaux précieux. Ou, dans le cas de la BofA, ils s'y aventurent avec les deux pieds. Cela signifie que les 99 % d'investisseurs qui ne savaient pas que l'or existait ou qui en ont été dissuadés par leurs conseillers financiers se font maintenant dire activement de l'acheter.

2) Les sommes en jeu sont absolument dérisoires par rapport à la quantité de métal disponible et de produits dérivés comme les actions minières.

S'il est vrai qu'il y a pas mal d'or dans les coffres-forts du monde entier, 99 % de cet or n'est pas à vendre parce que les banques centrales en ont besoin pour soutenir leurs monnaies (et sont en fait des acheteurs nets maintenant), tandis que les propriétaires de bijoux ont tendance à conserver leur héritage familial, quel que soit le prix au comptant des lingots.

En attendant, le marché de l'argent est presque trop petit pour être remarqué dans le contexte des classes d'actifs comme les actions et les obligations. Vous pourriez probablement placer tous les lingots d'argent disponibles dans l'espace créé par l'effondrement imminent des obligations de pacotille de l'huile de schiste, en laissant de la place pour tous les mineurs d'argent.

La conclusion ? Une tonne d'argent "généraliste" est sur le point de se mettre à courir après une offre relativement minime de métaux monétaires et d'actions connexes. C'est bon pour l'or mais excellent pour l'argent, qui a quadruplé la dernière fois qu'il a été mis en avant :



Et ce, alors que la grande majorité des conseillers financiers l'ignorent. Cette fois-ci, avec les métaux précieux soudainement à la mode, l'action pourrait changer la vie.

La gestion de la crise cache mal une espèce de coup d'Etat de l'oligarchie... LHK

avril 30, 2020 par LHK



France

L'état d'urgence sanitaire prolongé de 2 mois.

Des « brigades » seront chargées d'identifier les cas contacts des personnes testées positives

Possibilité de placement à l'isolement

(Source BFM)

Les autorités de nombreux pays dits développés et riches ont étalé au grand jour une gestion largement insatisfaisante de la crise déclenchée par le COVID-19. La déclaration de l'état d'urgence qui flirte avec la loi martiale pour une épidémie plus modeste que celle d'une grippe saisonnière a assommé tous les amoureux de liberté qui veillent jalousement sur les textes de lois, supposés la préserver d'abuseurs éventuels.

La mise en place d'un confinement autoritaire – avec son cortège de faillites d'entreprises et autres traumatismes psychologiques de masse –, unique en son genre dans l'histoire de l'humanité en a sidéré plus d'un.

Autre surprise est la rapidité avec laquelle la cyberéconomie s'est déployée sans difficultés majeures tant au niveau de la connectivité que des pannes de courant. La gestion de la crise a été hautement performante au niveau technologique, contrairement à la gestion de la communication et la transmission des informations destinées au grand public qui entendait parfois simultanément la chose et son contraire.

Comment expliquer ce contraste qui voudrait que l'aspect le plus complexe et le plus lourd de la crise ait été géré avec une facilité déconcertante dans des pays qui étaient en rupture de stocks de produits sanitaires les plus élémentaires, ou dont les responsables n'hésitaient pas à carrément censurer les médicaments qu'un médecin avait le droit de donner ou pas?

Comment expliquer qu'aucune anticipation de l'épidémie n'ait été mise en place? Nous avons eu l'occasion de présenter des manifestations regroupant des milliers de gens avoir lieu sans la moindre action de prévention sanitaire (JO de la jeunesse à Lausanne, nombre de voyageurs de retour de Wuhan -Chinois ou pas- non contrôlés aux frontières, des matchs de foot avec une forte présence de participants et supporters italiens en provenance de la région les plus atteintes par l'épidémie, etc)?

Nous répondrons ainsi à ces questions: le COVID-19 a été l'occasion en or qui a servi à tester le fonctionnement technologique qui devrait cadrer le Nouveau Monde. Car, bien que silencieuse, une révolution technotronique fait rage depuis plusieurs décennies. Rhabillée de couleurs *droits-de-l'hommes*, celle-ci revisite le concept de liberté et libertés fondamentales, l'utilité du droit à une vie privée et une protection de celle-ci... pour le bien de tous, bien évidemment.

Ce concept signifie l'avènement d'une ère de la société sous contrôle.

Et de nous souvenir de ce qu'avait annoncé **dès les années 60-70** Zbigniew Brzezinski, conseiller de Jimmy Carter . Alors qu'il vantait dans son texte la gestion par les banques internationales et les corporations multinationales, Brzezinski écrivait :

« L'ère technotronique implique l'apparition progressive d'une société plus contrôlée. Une telle société serait dominée par une élite, débarrassée des valeurs traditionnelles. Bientôt, il sera possible d'assurer une surveillance presque continue de chaque citoyen et de maintenir des fichiers complets à jour contenant même les informations les plus personnelles sur le citoyen. Ces fichiers feront l'objet d'une récupération instantanée par les autorités ».

Ce projet est financé par ceux qui ont l'argent et les ressources. Les Etats que nous voyons ont une réalité virtuelle. Ils sont morts de facto bien qu'ils continuent à transmettre les derniers pouvoirs à la superstructure supranationale (globale en fait), et à prendre des mesures que l'on pourrait qualifier d'autoritaires, voire de totalitaires à l'encontre des populations. Pour le bien du climat, etc. etc. etc.

Ces élites locales très dévouées aux nouveaux patrons de la planète (ils savent où se trouve le pouvoir réel et final) ont révolutionné la sphère publique en la digitalisant. Voilà qui correspond à la vision du projet de M Brzezinski et ses actuels successeurs. Par la numérisation, cette élite locale va ouvrir tous les bâtiments privés et publics aux leaders de la révolution technotronique, patrons de ce qui est connu aujourd'hui sous le sigle des GAFAM.

La gestion administrative voulue par Saint-Simon a muté en cyberadministration gérée de près par l'élite financière qui détient l'ensemble des leviers des GAFAM. Grâce à la cyberadministration, avec par exemple son école numérique, l'installation d'un cyber-empire va être accélérée. Ses citoyens vont muter en ressources humaines, puis en cyborgs.

Les gouvernants locaux de la Suisse font muter les territoires en cyberspace, les citoyens deviendront tôt ou tard traçables. Officiellement, car le sont probablement déjà depuis un bon moment... Deux problèmes sont posés de fait. Le premier est qu'il y a obligatoirement transfert du système informationnel et donc de l'administration du pays à des tiers privés. Le deuxième est que la chose s'est faite par des individus qui profitent du pouvoir lié à leur fonction pour métamorphoser un Etat hors de tout mandat législatif, et surtout sans l'accord explicite des habitants.

<https://www.letemps.ch/economie/sept-questions-future-application-tracage-coronavirus>

Ainsi par exemple, le gouvernement suisse a procédé par contrats et accords dans le but d'escamoter les débats qui auraient pu empêcher la restructuration du territoire national dans les délais voulus. Pourtant, il s'agit de la vie des habitants actuels et futurs qui est engagée dans ces processus. De fait, les citoyens financent les salaires de gens qui potentiellement travaillent contre leur sécurité et leur droit à l'existence en tant qu'être humain non « augmenté » par la technologie, et parfaitement aptes à prendre librement les décisions qui les concernent.

Pareil modèle de gouvernance pour le moins intrusif s'oppose frontalement à celui d'un Etat dotée d'un Constitution qui garantit un cadre restreint à l'omnipotence d'un individu ou d'un clan.

La crise du COVID-19 a permis d'étaler au grand jour l'autoritarisme de l'Etat local soumis aux injonctions de quelques privés financeurs et donc donneurs d'ordres. Il suffit de suivre les médias mainstream pour mettre les noms qui manquent ici.

Certains peuples ont du coup réagi. Nous apprenons que:

- Un tribunal d'arrondissement de Prague a redonné aux Tchèques une plus grande liberté. Le tribunal a décidé il y a quelques jours que les restrictions de sortie à cause du Corona ne reposaient pas sur une base juridique suffisante et étaient donc inadmissibles.
- En Israël, un tribunal a décidé que la surveillance des téléphones portables des patients atteints de virus doit être arrêtée en raison de l'absence de base juridique.
- En Bavière, l'interdiction de vente des grands magasins a été déclarée inconstitutionnelle par la cour.

https://www.weltwoche.ch/ausgaben/2020-18/kommentare-analysen/corona-und-der-verfassungsbruch-die-weltwoche-ausgabe-18-2020.html?fbclid=IwAR3e_neQm4V0FMGGIXsXufRCBR-Za1i_GNpS5se09l7L9ie3E-lak9zHcOI

Dans le même article de la Weltwoche « **Corona et la violation de la Constitution** », Andreas Kley, expert en droit constitutionnel dénonce le fait que le Conseil fédéral gouverne le pays avec une « loi d'urgence »... Selon lui, c'est contraire à la constitution.

Et le journal de poursuivre:

*La question de savoir si le Conseil fédéral agit légalement dans la crise du Corona occupe désormais aussi le Parlement. L'autorité suprême de la Confédération, qui s'est cachée au milieu de la session de printemps et a laissé la question à l'exécutif pendant des semaines, veut clarifier si le gouvernement de l'État a été autorisé à faire ce qu'il a fait : restreindre de façon draconienne les droits fondamentaux, décider de prêts se chiffrant en milliards ou intervenir dans les droits politiques. De plus en plus d'experts en droit constitutionnel se joignent au chœur, exprimant des réserves et disant que les fondements et les limites de la « loi d'urgence » devraient être discutés. Andreas Kley, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Zurich, est déjà allé plus loin : **il considère que l'action du Conseil fédéral est inconstitutionnelle à plusieurs égards**. Kley critique le fait que même les avocats aient donné l'impression que l'ordre constitutionnel serait actuellement suspendu, comme c'était le cas pendant la Seconde Guerre mondiale, et que le Conseil fédéral serait autorisé à exercer une dictature en vertu du droit d'urgence à cause du « Corona ». Mais ce n'est pas le cas.*

Un regard sur la base juridique : lorsque le gouvernement national a fermé les écoles le 13 mars et interdit les grandes assemblées, il a notamment fondé son décret sur l'article 185, paragraphe 3, de la Constitution fédérale. Cet article autorise le Conseil fédéral à édicter « des ordonnances et des décrets pour faire face à des troubles graves de l'ordre public ou de la sécurité intérieure ou extérieure, survenus ou imminents ». Ces ordonnances sont limitées dans le temps ». Trois jours plus tard, dans une étape supplémentaire, le gouvernement fédéral a introduit des contrôles aux frontières et a fermé des magasins et des restaurants. **Désormais, il ne se réfère plus à la Constitution, mais à l'article 7 de la loi sur les épidémies (LEp) : « Si une situation extraordinaire l'exige, le Conseil fédéral peut ordonner les mesures nécessaires pour l'ensemble du pays ou pour certaines parties du pays.**

Avec l'article 7 de la LEp, le Parlement a créé ce que le pouvoir exécutif considère comme une norme onirique. **Sa formulation est si large** qu'elle donne au gouvernement des super pouvoirs, pour ainsi dire : tant que le Conseil fédéral estime que l'épidémie n'est pas maîtrisée – ce qui peut prendre un certain temps – il est le patron et peut décider d'autant de mesures anti-épidémie qu'il le juge nécessaire. « **Sans avoir à fixer un délai pour ces mesures ou à les faire approuver par le Parlement par la suite** », déclare l'expert en droit constitutionnel Kley. « Et il est également autorisé à s'écarter des lois fédérales existantes. **Le Parlement lui a expressément donné**

ce pouvoir dans la LEp« . Kley considère donc que les interdictions d'école, les fermetures de magasins ou les interdictions de rassemblement basées sur la LEp sont légalement autorisées.

Par un système astucieux, et des cadres peu ou pas définis, 7 personnes ont la possibilité désormais de nous faire:

- basculer dans une dictature au nom d'une épidémie
- de nous faire vacciner par des mesures coercitives et de nous inoculer par la même occasion d'éventuelles nanoparticules qui nous font quitter le monde de l'humain et ouvrir dangereusement celui du transhumanisme.
- de nous obliger à porter sur nous sous forme de puçage notre carnet de vaccination, sésame pour pouvoir circuler (plus jamais librement dans tous les cas) un minimum pour aller travailler.
- d'autoriser selon la volonté de l'OMS le triage d'individus, et la séparation des membres d'une même famille.
- de transmettre vos données à des tiers privés au nom du big data.
- de vous faire enregistrer votre voix, visage, etc. par des tiers privés.
- de nous rendre traçables à tout moment de notre vie, nous privant du coup de tout espace privé.
- de supprimer et de confisquer les biens privés pour mieux financer et soutenir les gros groupes financiarisés et globalisés.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/10/30/taux-bas-relance-zone-euro-christine-lagarde-fait-le-point-avant-son-arrivee-a-la-bce_6017420_3234.html

https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=2ahUKEwjYk4jdq5DpAhUHaBoKHfEuBW4QxfQBMAF6BAGKEAM&url=https%3A%2F%2Fwww.letemps.ch%2Fconomie%2Fberne-alloue-pres-2-milliards-laviation&usg=AOvVaw0C2HvHgjiK9_UK076fLb7j

- de laisser crever petits entrepreneurs, artisans,... au nom d'un confinement dont l'ampleur peine à se justifier.
- admettre que des personnes d'un certain âge sans moyens financiers n'ont plus besoin d'être soignées

Par conséquent, le problème qui se pose face aux 7 représentants de la Confédération n'est pas une simple querelle juridique, mais plutôt d'un changement de cap fondamental du droit constitutionnel, qui sera significatif bien au-delà de la période Corona et que Kley considère comme « colossalement mauvais ».

« Si l'on commence à réinterpréter l'article 185, alinéa 3 de la Cst et que l'on en déduit un pouvoir juridique d'urgence illimité du Conseil fédéral, cela augmente le pouvoir du gouvernement et de l'administration – au détriment de la démocratie et du fédéralisme ».

Pour l'expert en droit constitutionnel, ce sont donc aussi des tendances étatistes qui animent la « pensée du droit d'urgence » et qui, **malheureusement, ne rencontreraient guère d'opposition de la part des parlementaires actuels.** Et pour cause, combien de ces personnes sont à l'heure actuelle financées par les lobbies de la finance, de la santé, et de la BigTech? Pour rappel, selon Motherboard, le poids des géants du web est devenu tel que l'Internet Association, lobbyiste en faveur de Microsoft, Google ou Amazon a contré avec succès *un projet de loi permettant à des utilisateurs d'aller en justice s'ils étaient enregistrés à leur insu par une enceinte vocale...*

Par conséquent, à cause de la révolution cybernétique, l'omnipotence d'un gouvernement devenu autoritaire transmettra de par le montage de l'infrastructure aussi bien publique que privée ses prérogatives aux constructeurs de ce matériel, à ses gestionnaires, et aux dépositaires du big data.

Le COVID-19 se révèle toujours plus en tant qu'essai grandeur planétaire de la mutation de notre monde en machine informationnelle posthumaniste. D'ailleurs, dans un article publié à l'instant Satya Nadella, le

patron de Microsoft, dont les activités de cloud (informatique à distance) sont bien placées pour profiter de la distanciation sociale déclare: «Nous venons d'assister à deux ans de transformation numérique en deux mois».

https://www.bilan.ch/techno/microsoft-et-son-cloud-bien-positionnes-pour-affronter-la-crise?fbclid=IwAR2tYpgv2drWjfm6dmyINpZDR7b7hzyo1pHAQb4R-k3H-uXy_Et8e4ZyKc

<https://www.letemps.ch/economie/berne-alloue-pres-2-milliards-laviation>

Au fait, les tenants du marché de la haute finance trouvent tout ce déroulé à leur goût: « *Séance historique également car les indices US (+3 à +3,6% à mi-séance, le S&P500 teste 2.950) pulvérisent les plus fortes hausses mensuelles jamais observées en 135 ans, au-delà des records de janvier 1987, de décembre 1991. (...) Le CAC40 (+2,2% ce 29/04) explose de +6,3% en 72H, le DAX30 de +7,4% ».*

<https://www.boursorama.com/bourse/actualites/paris-seance-etourdissante-marque-un-tournant-historique-07fff2144c650e380880787854079c48?fbclid=IwAR1HFKseiT6-BbO8fLdgaZXg5ayAUrG9mBRPLYeDwNBGf-szPqArnCEdgyY>

Liliane Held-Khawam



Les PIB européens décrochent, le PIB français plonge, la consommation s'effondre...

rédigé par [Philippe Béchade](#) 30 avril 2020



C'était la journée des PIB en Europe : les investisseurs attendaient ces chiffres sereinement, avec plus de 6% de plus-values engrangées depuis lundi à Paris, plus de 7% en Allemagne.

Les indices n'ont d'ailleurs pas bronché suite à la parution d'un score de **-3,8% pour le PIB dans la zone euro et de -3,5% dans l'UE** (estimation préliminaire d'Eurostat).

Ces chiffres se comparent avec ceux du quatrième trimestre 2019: +0,1% dans la zone euro et de +0,2% dans l'UE.

Mais les -3,8% de l'Eurozone sont presque rassurants en regard des **-5,8% de contraction du PIB de la France, soit la baisse la plus forte jamais mesurée par l'Insee, depuis 1949.**

Une bonne partie du trou d'air s'explique par l'effondrement des **dépenses de consommation des ménages français : -17,9% en volume**, soit la plus forte baisse jamais enregistrée sur un mois depuis le début de la série calculée par l'Insee, en 1980.

La France se détache donc à la baisse, talonnée par l'Espagne où la contraction du PIB est de -5,2%... mais cette sous-performance résulte de la "précision" et de la "réactivité" plus grande de l'INSEE alors que d'autres instituts produisent des synthèses victimes d'une certaine "inertie" (faisant appel à des séries de données plus anciennes).

En ce qui concerne l'inflation, ce n'était pas un souci et ce le sera encore moins: **les prix à la consommation en France ralentissent à +0,4% en comparaison annuelle en avril 2020, après une hausse de 0,7% en mars, suite au recul plus marqué des prix de l'énergie et d'un net ralentissement des prix des services. En revanche, les prix de l'alimentation (produits frais) auraient progressé à un rythme supérieur à +2%.**

Etats-Unis : la barre des 30 millions de demandeurs d'emplois est franchie

rédigé par [Philippe Béchade](#) 30 avril 2020



C'est devenu le rendez-vous hebdomadaire incontournable, presque le plus attendu : **le total des nouveaux inscrits aux allocations chômage aux Etats-Unis s'est élevé à 3.839.000 la semaine dernière**, à comparer à 4.442.000 la semaine précédente (4.427.000 en estimation initiale) alors que le consensus tablait sur 3,5 millions d'inscriptions.

Selon le Département américain du Travail, **la moyenne mobile sur quatre semaines commence à reculer, pour atteindre 5.033.250, en baisse de 757.000 en l'espace d'une semaine.**

Mais la bonne nouvelle s'arrête là puisque sur 6 semaines, ce sont plus de 30 millions d'emplois qui ont été détruits aux Etats-Unis.

Le nombre de bénéficiaires percevant des indemnités régulières a atteint 18 millions à l'issue de la semaine du 18 au 25 avril, ce qui signifie que la situation devient tendue pour les 12 millions qui attendent encore un soutien.

L'annonce la plus spectaculaire sur le front du chômage vient de [Boeing](#) qui procède à 16 000 licenciements (10% de ses effectifs) en regard d'une activité réduite de 70% par rapport au rythme du T1 2019 (heureusement, il reste la branche défense et les commandes du Pentagone).

Deux piliers économiques américains se fissurent : consommation et revenus des ménages

rédigé par [Philippe Béchade](#) 30 avril 2020



Le taux de chômage américain explose (on sera fixé vendredi prochain), 30 millions d'américains ont perdu leur emploi, dont 18 millions qui reçoivent des indemnités (les 12 autres serrent les dents en attendant d'être soutenus) : voilà une toile de fond particulièrement sombre... mais qui constitue le cœur de la problématique, parce que 70% de l'économie américaine repose là-dessus, c'est la consommation.

Les dépenses des ménages américains ont chuté de 7,5% en rythme séquentiel le mois dernier, selon le Département du Commerce, c'est presque 2 fois pire qu'anticipé (une contraction de l'ordre de -4%), **malgré les efforts d'Amazon** pour faire face à une explosion de la consommation "en ligne" (175 000 personnes recrutées en moins de 2 mois).

L'autre pilier de la consommation, ce sont les revenus des ménages : ils ont reculé de -2% au lieu des -1,5%, à comparer avec +,6%.

Et en terme de revenus et de dépenses des ménages, avril sera pire, infiniment pire, avec plus de 20 millions de chômeurs en plus...

Le vrai courage

Brian Maher 28 avril 2020 The Daily reckoning

Moins de la moitié des Américains en âge de travailler percevront un salaire le mois prochain.

C'est ce que nous apprend M. James Knightley, économiste international en chef de l'ING.

Une partie d'entre eux ont reçu - ou recevront - 1 200 dollars du Trésor américain.

Mais 1 200 dollars ne vont pas très loin. Et nos hommes nous informent que seuls 15% de l'aide fédérale se déversent dans les poches des Américains "ordinaires".

Les 85 % restants sont destinés à Wall Street... et aux grandes entreprises.

Peut-être que les pourcentages devraient aller dans l'autre sens.

La valeur de la faillite

Une série de faillites d'entreprises donnerait une leçon. Une leçon sévère, mais une leçon cruciale.

Par exemple, qu'il est imprudent d'assumer un endettement excessif. Qu'il vaut mieux adopter une vision à long terme.

En d'autres termes, les rachats d'actions pour faire monter le cours des actions à court terme ne représentent peut-être pas l'utilisation la plus prudente du capital.

Et que le fait de conserver un fonds pour les mauvais jours est une bonne affaire. Il représente l'achat d'un parapluie contre l'inévitable bourrasque.

Un sauvetage - le deuxième en moins de 12 ans - les informe qu'ils n'ont pas besoin du parapluie.

La Réserve fédérale leur en remettra simplement un lorsque l'eau commencera à couler.

Elle décourage ainsi puissamment l'économie, la prudence... et la tolérance.

Mais il y a une objection :

"La crise actuelle est différente de celle de 2008 où les banques se sont mises en difficulté. Wall Street n'a pas provoqué la pandémie. Une série de faillites ne ferait que punir les innocents."

Tout à fait. Mais l'avenir est toujours plein d'orages.

La pluie finira par arriver

Le ciel est peut-être lumineux et sans nuages aujourd'hui. Mais une entreprise responsable garde toujours un œil sur la météo à l'horizon. Elle sait qu'un jour les nuages vont tomber. Elle ne sait pas s'ils vont souffler de l'est, de l'ouest, du sud ou du nord.

Mais elle sait qu'elle doit se préparer à une éventuelle pluie, quelle que soit sa direction et sa distance.

Wall Street s'est plutôt prélassée sous un soleil perpétuel pendant une décennie entière, croyant que la Réserve fédérale repousserait les nuages pour toujours.

Ou - si les pluies arrivaient - qu'elle mettrait tout le monde à l'abri.

Leurs hypothèses se sont avérées exactes. Et quelles conclusions peuvent-ils en tirer ?

Que la Réserve fédérale - et le gouvernement des États-Unis - auront les mêmes parapluies prêts pour la prochaine averse.

Pourquoi alors devraient-ils acheter les leurs ? Et c'est ainsi que le cycle du mal se perpétue.

Un prix élevé à payer

Les sauvetages peuvent maintenir la bourse et les entreprises en activité. Mais ils ont un prix très élevé...

Le système financier s'affaîssera et gémira sous des dettes encore plus lourdes.

Ils font presque en sorte qu'aucun redressement significatif n'est en vue. C'est parce que les revendications du passé et du présent s'avéreront trop importantes.

Les entreprises doivent affecter les bénéfices futurs au service de la dette existante. Elles ne peuvent pas investir dans l'avenir... parce qu'elles paieraient trop cher le passé.

Un navire surchargé de marchandises ne peut pas faire beaucoup de progrès... pas plus qu'une économie surchargée de dettes improductives.

Ne serait-il pas préférable de mettre de côté une grande partie du poids mort ?

Une série de faillites permettrait d'éliminer un tas de dettes improductives. Elle permettrait de restructurer les dettes restantes.

L'économie se retrouverait alors plus haut dans l'eau. Et peut-être pourrait-elle commencer à se remettre en marche. Elle pourrait aller quelque part.

Mais ce n'est pas l'option que les autorités monétaires et fiscales ont choisie. Elles ont donc laissé passer une occasion spectaculaire.

"Les gouvernements et les banques centrales ont manqué une grande opportunité de se remettre à flot [reset]"

M. Guy Haselmann était auparavant directeur de la stratégie macroéconomique mondiale à la Banque Scotia.

Dit-il :

"Les gouvernements et les banques centrales ont manqué une grande opportunité de réinitialisation." Plus :

Les marchés financiers jouent un rôle important dans la croissance économique d'un pays. Ils servent d'intermédiaire entre les prêteurs et les emprunteurs et assurent un déploiement efficace des capitaux - un rôle essentiel pour les entreprises, l'emploi et l'expansion économique. Il est censé être un lieu où les facteurs de l'offre et de la demande se combinent pour déterminer des prix d'équilibre. Malheureusement, des problèmes surviennent lorsque des institutions gouvernementales comme la Réserve fédérale manipulent et déforment ce processus...

Le(s) récent(s) renflouement(s) a(ont) retourné la situation. Ceux qui étaient prêts à accepter un risque de marché plus élevé ont déjà été récompensés pendant de nombreuses années par des rendements plus élevés. Le renflouement récompense une seconde fois les demandeurs de fonds et socialise leurs pertes... Les pertes doivent être supportées par le preneur de risque et non pas être distribuées ou financées par le contribuable. Après tout, c'est le preneur de risque qui a décidé d'assumer le risque en premier lieu...

Et qu'en est-il de notre option préférée de la faillite du chapitre 11 ?

Serait-il préférable d'autoriser une faillite qui anéantit les capitaux propres et les débiteurs ? Après tout, les entreprises continuent souvent à fonctionner avec des employés qui conservent leur emploi et avec une nouvelle direction qui opère à partir d'une position plus forte. Autoriser les faillites aiderait à recentrer les investisseurs sur le véritable sens du risque et encouragerait une gestion plus forte des entreprises à l'avenir.

De plus, lorsque les retardataires se retrouvent sous l'eau, les ressources sont alors canalisées vers des filières plus productives :

De nouvelles technologies bénéfiques viendraient améliorer la productivité qui finit par effacer les profits des "anciens". La nécessité est une grande motivation pour l'innovation, c'est pourquoi les entreprises mauvaises et insolvables devraient faire faillite. Lorsqu'elles le font, le travail et le capital sont redirigés vers des sources plus productives et loin des "entreprises zombie". L'innovation entrepreneuriale fonctionne alors à plein régime, rendant possible un niveau de vie plus élevé.

Hélas, les autorités ont choisi de faire plus de la même chose - mais plus encore. Aucun renflouement antérieur ne se situe à des kilomètres et des kilomètres du sauvetage qui se déroule actuellement.

Il n'y aura donc pas de réinitialisation. Vous ne pouvez pas non plus vous attendre à ce qu'il y ait une réinitialisation à la prochaine calamité... quelle qu'elle soit.

Nous sommes déjà allés trop loin dans cette direction.

Le vrai courage

M. Bernanke aurait pu permettre la réinitialisation du système il y a près de 12 ans. Il se félicite d'avoir trouvé le courage d'agir.

Mais il lui aurait fallu un courage bien plus grand pour ne pas agir. Ce n'était pas en lui.

Les taux d'intérêt auraient monté en flèche. Les entreprises marginales qui dépendent de taux d'intérêt bas et de crédits bon marché auraient atteint le fond.

L'agonie de la faillite aurait été aiguë. Mais l'agonie de la faillite aurait probablement été brève.

Une nouvelle économie, plus solide, aurait pu se développer sur des bases plus solides. Et les entreprises auraient pu remonter la pente.

Trempées par la récente crise, elles auraient été sûres d'acheter le parapluie. Après tout, une expérience difficile lui aurait appris que la Réserve fédérale n'en offrirait pas.

Et les entreprises auraient pu constituer des réserves de liquidités suffisantes pour faire face à la pluie actuelle.

Au lieu de cela, le contribuable doit les garder au sec.

En attendant, le marché boursier n'a peut-être pas explosé ces 11 dernières années. Mais il est probable qu'elle n'aurait pas bouillonné non plus. Elle aurait pu trouver sa propre voie... à son propre rythme.

En bref, un système bien plus sain aurait pu émerger de la crise précédente. Mais M. Bernanke n'a pas eu le courage de s'asseoir sur ses lauriers.

Et ce n'est pas avec M. Powell...